



Rapport sur l'estimation des besoins financiers du Niger en matière d'atténuation et d'adaptation au changement climatique de la CDN3.0

Juillet 2026

DISCLAIMER

All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system or transmitted, in any form or by any means, electronic, photocopying, recording or otherwise, for commercial purposes without prior permission of NIGER. Otherwise, material in this publication may be used, shared, copied, reproduced, printed and/or stored, provided that appropriate acknowledgement is given of NIGER and ICAT as the source. In all cases the material may not be altered or otherwise modified without the express permission of NIGER.

PREPARED UNDER

The Initiative for Climate Action Transparency (ICAT), supported by Austria, Canada, Germany, Ireland, Italy, and the Children's Investment Fund Foundation.

Supported by:



based on a decision of
the German Bundestag



Environment and
Climate Change Canada

Environnement et
Changement climatique Canada



Rialtas na hÉireann
Government of Ireland



ICAT is hosted by the United Nations Office for Project Services (UNOPS)



Rapport sur l'estimation des besoins en matière de finance climat du Niger

Initiative for Climate Action Transparency – ICAT

Livrable 2.2 Rapport des besoins financiers du Niger en matière d'atténuation et d'adaptation au changement climatique de la CDN3.0

AUTEURS

Coordination du projet ICAT II

Secrétariat Exécutif du CNEDD

Juillet 2026

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES	5
LISTE DES TABLEAUX	7
LISTE DES FIGURES.....	8
INTRODUCTION	1
PARTIE I : ACQUIS DE LA CDN2.0.....	3
1.1. Indicateurs de suivi de la CDN2.0.....	3
1.2. Volet atténuation dans la CDN2.0.....	4
1.3. Volet adaptation dans la CDN2.0	4
1.4. Financement climatique dans la CDN2.0.....	6
PARTIE II : PRESENTATION DE LA CDN 3.0	8
2.1. Informations générales et point de référence	8
2.2. Objectifs d'atténuation	8
2.3. Périmètre et couverture de la CDN3.0	8
2.4. Politiques, Actions et Mesures (PAM).....	9
2.5. Co-bénéfices atténuation/adaptation	9
2.6. Contexte national et considérations d'équité	10
2.7. Ambition et perspectives.....	11
PARTIE III : METHODOLOGIE DE TRAVAIL	12
3.1. Approche générale	12
3.1.1. Définition des paramètres d'évaluation.....	12
3.1.2. Evaluation des besoins	14
3.1.3. Analyse des résultats.....	16
PARTIE IV : RESULTATS DE L'ÉVALUATION	17
1.1. Vue d'ensemble des besoins financiers de la CDN3.0	17
2.1. Analyse des besoins par secteur sur la période 2025-2035	17
3.1. Analyse par volet climatique	21
4.1. Analyse des gaps	22
PARTIE V : VÉRIFICATION DE L'ÉVALUATION DES BESOINS EN FINANCEMENT.....	24
5.1. Comparaison des coûts.....	24
5.5.1. Secteur foresterie	24
5.5.2. Secteur énergie	24
5.2. Vérification et validation des résultats	27
CONCLUSION	28
BIBLIOGRAPHIE.....	29
ANNEXES.....	30
Annexe I : PAM volet adaptation	30
Annexe II : PAM volet atténuation.....	39
Annexe III : Cibles par technologie pour le secteur AFAT	41
Annexe IV : Cibles par technologie pour le secteur Energie.....	46
Annexe V : Cibles par technologie pour le secteur déchets	48

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

AFAT	Agriculture, Foresterie et autres Affectations des Terres
ANR	Aide Non Remboursable
AP	Accord de Paris
BAD	Banque Africaine de Développement
BM	Banque Mondiale
CAD -OCDE	Comité d'Aide au Développement de l'Organisation de la Coopération de Développement Economique
CDN	Contribution Déterminée au niveau National
CNEDD	Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable
CCNUCC	Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques
CS-GDT	Cadre Stratégique de la Gestion Durable des Terres
CTR	Cadre de Transparence Renforcé
DRR/ACC	Direction du Renforcement de la Résilience et de l'Atténuation aux Changements Climatiques
FAT	Foresterie et autres Affectations des Terres
FA	Fonds d'Adaptation
FEM	Fonds pour l'Environnement Mondial
FIDA	Fonds International pour le Développement de l'Agriculture
FVC	Fonds Vert pour le Climat
GES	Gaz à Effet de Serre
GIEC	Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat
ICAT	Initiative pour la Transparence de l'Action Climatique
MBSC	Marquage Budgétaire Sensible au Climat
MNV/ MRV	Mesure, Notification et Vérification / Measuring, Reporting and Verification
MPG	Modalities, Procedures and Guidelines (Modalités, Procédures et lignes

	directrices)
OSC	Organisation de la Société Civile
PFN	Point Focal National
PEID	Petits États Insulaires en Développement
PIUP	Procédés Industriels et Utilisation des Produits
PIE	Programme d'Investissement de l'Etat
PMA	Pays les Moins Avancés
PNA	Plan National d'Adaptation
PPP	Partenariat Public Privé
PRR	Programme pour la Refondation de la République
RBT	Rapport Biennal de Transparence
RNA	Régénération Naturelle Assistée
SNBC	Stratégie Nationale Bas Carbone
SNPACVC	Stratégie Nationale et Plan d'Actions en matière de Changement et Variabilité Climatique
SPN2A	Stratégie et Plan National d'Adaptation face aux changements climatiques dans le secteur Agricole
UC	Unité de Compte
UGP	Unité de Gestion du Projet
UNOPS	United Nations Office for Project Services (Programme des Nations Unies pour l'Organisation des Systèmes)
UTCATF	Utilisation des Terres, Changement d'Affectation des Terres et Foresterie

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Structure des secteurs et sous -secteurs retenus pour l'évaluation ex-ante	13
Tableau 2 : Coûts unitaires nationaux des technologies appliqués dans GACMO	15
Tableau 3 : Répartition des besoins de la CDN3.0 par secteur	20
Tableau 4: Financement additionnel pour la mise en œuvre de la CDN 3.0.....	23
Tableau 5 : Comparaison du coût unitaire national/International	26

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Profil géographique climatique et socio-économique du Niger.....	10
Figure 2 : Répartition des besoins par secteurs d'intervention	18
Figure 3 : Répartition (en %) des besoins en financement climatiques de la CDN3.0 par domaines ...	21
Figure 4 : Répartition sectorielle (en %) des besoins en matière d'adaptation pour la CDN3.0.....	22

INTRODUCTION

La transparence en matière de finance climat est entendue comme une mesure fiable, la communication de rapports accessibles et l'examen par des experts, des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs et engagements nationaux. Elle est essentielle pour que les pays gèrent efficacement les ressources financières destinées à l'atténuation et à l'adaptation. En effet, les informations fiables et accessibles sur la finance climat renforcent la confiance entre les parties, garantissent la redevabilité et favorisent des processus de prise de décision éclairés pour lutter contre le changement climatique.

En 2015, l'Accord de Paris a mis en place à travers son Article 13, le Cadre de Transparence Renforcé (CTR) afin que toutes les Parties fournissent des informations claires et cohérentes sur leurs actions climatiques et le soutien connexe, nécessaire, fourni et reçu, y compris la finance climat. Selon les Modalités, Procédures et lignes directrices (Modalities, Procedures and Guidelines) du CTR, les Parties à l'Accord de Paris sont tenues de soumettre des Rapports Biennaux de Transparence (RBT) au Secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) tous les deux ans, à compter de 2024. Les Petits États Insulaires en Développement (PEID) et les Pays les Moins Avancés (PMA) peuvent communiquer les informations requises de manière volontaire. Les RBT sont conçus pour encourager les pays à fournir des informations claires sur leurs actions climatiques et le soutien fourni et reçu, y compris des informations spécifiques sur le soutien financier nécessaire et reçu dans le cadre de l'Accord de Paris.

L'Initiative pour la Transparence de l'Action Climatique (ICAT) aide les pays à renforcer leurs cadres nationaux de transparence sur la finance climat, afin qu'ils puissent Mesurer, Rapporter et Vérifier (MRV) les flux de finance climat, prendre des décisions éclairées et inscrire l'action climatique dans leurs cadres politiques.

A cet effet, le Niger bénéficie de l'appui de l'ICAT afin de renforcer le suivi et la mobilisation des financements nécessaires l'action climatique à travers la mise en œuvre du plan de travail ICAT phase II.

Dans le cadre de la mise en œuvre dudit plan de travail, une évaluation ex-ante des besoins climatiques de la CDN3.0 a été réalisée et est présentée dans le présent rapport. Cette évaluation poursuit les objectifs spécifiques suivants : (i) estimer de manière prospective les besoins financiers nécessaires à la mise en œuvre de la CDN3.0 ; (ii) identifier et quantifier les financements climatiques mobilisés sur la période de mise en œuvre de la CDN3.0 à travers les projets et programmes en cours sur la période 2025-2035 ; (iii) analyser les écarts entre les besoins estimés et les financements disponibles, afin de mettre en évidence les besoins résiduels de la CDN3.0.

Pour rappel, conscient de la nécessité de renforcer son ambition et de se conformer aux exigences du processus international, le Niger a engagé la préparation de sa CDN3.0, en 2025 couvrant la période 2025-2035. Ce processus vise non seulement à consolider et approfondir

les acquis de la CDN2.0, mais également à renforcer la transparence, la participation des parties prenantes et l'alignement avec les priorités nationales de développement et de résilience.

Le présent rapport portant sur l'évaluation des besoins de la CDN3.0 est structuré en quatre (04) parties à savoir : **(i)** acquis de la CDN2.0 ; **(ii)** présentation de la CDN3.0 ; **(iii)** approche métrologique ; et **(iv)** présentation des résultats de l'évaluation des besoins en finance climatique de la CDN3.0.

PARTIE I : ACQUIS DE LA CDN2.0

L'évaluation de la CDN2.0 a été menée avec le soutien financier de la GIZ dans le but d'établir un diagnostic précis des progrès réalisés dans le cadre de la mise en œuvre de cette dernière sur la période 2021-2025, de mettre en lumière les défis persistants et de définir des orientations stratégiques pour la préparation et la formulation de la CDN3.0. Il s'inscrit dans le cadre des principes de redevabilité et de transparence édictés par la CCNUCC et l'Accord de Paris, qui engagent les Parties à assurer un suivi régulier de leurs engagements en matière d'atténuation et d'adaptation. Pour rappel, la CDN2.0 couvre les secteurs AFAT et Énergie. Ainsi, les résultats de cette évaluation concernent entre autres (i) les indicateurs de suivi ; (ii) l'atténuation à travers la réduction des émissions de GES ; (iii) l'adaptation à travers les progrès accomplis ; (iv) le financement mobilisé à travers les projets et programmes ; (v) la gouvernance, le MRV et le renforcement des capacités ; et (vi) le genre et l'inclusion sociale.

1.1. Indicateurs de suivi de la CDN2.0

L'évaluation de la mise en œuvre opérationnelle de la CDN2.0 s'est appuyée sur un dispositif d'indicateurs de performance permettant de mesurer concrètement l'avancement des actions prévues. Au total, trente-quatre (34) indicateurs ont été retenus afin de suivre les progrès dans les deux secteurs prioritaires et les plus émetteurs de GES, notamment Agriculture, Foresterie et autres Affectations des Terres (AFAT) et Énergie. Ces indicateurs traduisent le niveau d'exécution des mesures d'atténuation et d'adaptation, en comparant les réalisations physiques observées sur la période 2021-2025 aux cibles fixées à l'horizon 2030.

Dans le secteur AFAT, la performance a été appréciée à travers seize (16) indicateurs. Les résultats révèlent que plusieurs indicateurs affichent des réalisations très élevées, parfois au-delà de 100 % des niveaux attendus à ce stade, reflétant l'existence de projets actifs ayant favorisé la diffusion d'innovations et de pratiques d'agriculture intelligente face au changement climatique, ainsi que des actions de restauration et d'aménagement des terres. Toutefois, près d'un cinquième des indicateurs (19 %) n'a enregistré aucune réalisation sur la première phase quinquennale 2021-2025, principalement en raison de l'insuffisance de financement des activités correspondantes et de la faiblesse des dispositifs de suivi qui ne sont forcément pas centrés sur le suivi de ces indicateurs. Ce constat montre que, malgré des performances encourageantes sur certains axes, la mise en œuvre de AFAT demeure irrégulière et dépend fortement de quelques programmes phares, la rendant vulnérable aux contraintes financières et contextuelles.

Pour le secteur Énergie, vingt (20) indicateurs ont servi au suivi. Les résultats montrent que, plus de la moitié d'entre eux (11 sur 20) ne sont pas suffisamment intégrés dans les systèmes sectoriels de suivi-évaluation, limitant la disponibilité et la fiabilité des données. Ce faible ancrage institutionnel explique les difficultés à mesurer correctement certaines actions, notamment celles liées à l'efficacité énergétique ou aux équipements domestiques. Néanmoins, des progrès nets ont été observés sur une série réduite d'indicateurs, notamment

quatre, qui ont dépassé 100 % de réalisation, surtout au niveau de la mesure liée à la promotion de l'efficacité énergétique dans le secteur résidentiel et tertiaire, portée par des efforts soutenus de substitution au bois-énergie et de diffusion d'équipements plus performants.

De manière transversale, l'évaluation met en évidence que les faiblesses du suivi des indicateurs sont autant institutionnelles que techniques : il s'agit de (i) l'insuffisance de données actualisées ; (ii) la divergence de sources des données et informations ; (iii) le manque de standardisation ; (iv) et l'appropriation encore incomplète du MRV-CDN par plusieurs acteurs sectoriels. Ainsi, la consolidation du système national d'indicateurs (harmonisation, responsabilités claires, remontées régulières) apparaît comme une priorité majeure pour garantir un suivi fiable de la CDN3.0.

1.2. Volet atténuation dans la CDN2.0

Les résultats de l'évaluation montrent une performance dans les secteurs AFAT et Énergie. Globalement, pour le secteur AFAT, avec une réduction attendue de (-) 204 198,08 ktCO₂eq à l'horizon 2030, seule (-) 37 778,65 ktCO₂eq est atteinte sur la période 2021-2025 ; soit 18,50%. Cette situation reflète d'une part d'une faible traduction des mesures prévues en réalisations effectives et d'autres part à la mise en œuvre limitée, aux pressions foncières et environnementales persistantes (dégradation des terres, déforestation, surpâturage), ainsi qu'aux contraintes sécuritaires qui freinent le déploiement des actions sur le terrain.

Parallèlement, en matière de réduction des émissions de GES, le secteur de l'Énergie présente une trajectoire globalement favorable, portée par des mesures d'efficacité énergétique et par le développement des énergies renouvelables. Ces progrès traduisent une dynamique de transition énergétique qui s'apparente à une trajectoire de sobriété, dans la mesure où elle conduit à réduire la consommation d'énergie fossile et les émissions associées. En effet, selon les résultats de l'évaluation, les réductions des émissions de GES cumulées sur 2021-2025 atteignent 2 999,53 ktCO₂eq contre 5 324,32 ktCO₂eq prévues à l'horizon 2030 ; soit 56,34 % par rapport au scénario BAU. Ces résultats sont attribuables aux mesures déjà opérationnalisées, notamment la promotion de l'efficacité énergétique, qui contribue à elle seule à 2 594,60 ktCO₂eq et le développement des énergies renouvelables, avec 404,94 ktCO₂eq.

1.3. Volet adaptation dans la CDN2.0

La mise en œuvre opérationnelle du volet adaptation de la CDN2.0 met en évidence une dynamique d'action soutenue, caractérisée par la réalisation de projets structurants, l'adoption de pratiques résilientes à grande échelle et une implication croissante des acteurs locaux. L'analyse du Premier Rapport Biennal de Transparence (BTR1, 2025) confirme que les orientations stratégiques sont globalement traduites en interventions concrètes sur le terrain, bien que des écarts persistent en matière de financement, de territorialisation et de suivi-évaluation.

Au Niger, les impacts du changement climatique se traduisent par des sécheresses récurrentes, une désertification accélérée, un ensablement des infrastructures socioéconomiques et une dégradation avancée des terres agricoles, compromettant la sécurité alimentaire, la disponibilité en eau et les moyens de subsistance des communautés rurales. Face à ces menaces, plusieurs initiatives, projets et programmes ont été financés pour renforcer la résilience nationale dans les secteurs clés que sont l'Agriculture, l'Élevage, les Ressources en eau, la Foresterie, la Santé et l'Environnement.

- Dans le **secteur agricole**, particulièrement exposé aux aléas climatiques, de nombreux projets ont été mis en œuvre pour améliorer la productivité et renforcer la résilience des systèmes de production. Des initiatives telles que l'Adaptation à Base Communautaire (ABC/PNUD-FEM), le Programme de Mobilisation et de Valorisation des Ressources en Eau (PROMOVARE/AfDB-PPCR/CIF), le programme de grande irrigation et le Projet Petite Irrigation et Sécurité Alimentaire (PISA/BM) ont promu l'utilisation de variétés améliorées résilientes, la mobilisation accrue des ressources en eau et la mise en place d'infrastructures d'irrigation, notamment dans les zones agricoles arides. Ces interventions contribuent directement à l'amélioration de la sécurité alimentaire et à la réduction de la vulnérabilité des ménages face aux sécheresses et à la variabilité climatique.

- Dans le **secteur des ressources en eau**, des programmes structurants comme le Programme Kandadji, des projets qui portent notamment sur la Planification et le Financement de l'Adaptation au Niger (PFAN) et Plateforme Intégrée pour la Sécurité de l'Eau au Niger (PISEN) ont été mis en œuvre pour répondre aux défis majeurs de gestion de l'eau. Ils ont permis la création et la réhabilitation d'infrastructures hydrauliques, la récupération des eaux de pluie, la restauration des zones humides et la régénération des écosystèmes fluviaux. Ces actions sont essentielles pour sécuriser l'approvisionnement en eau des populations, de l'agriculture irriguée et de l'élevage. Ainsi, dans le secteur de l'eau, la proportion de populations utilisant des sources non améliorées est passée de 38,9 % en 2018 à 31,3 % en 2022, tandis que l'accès au service d'eau de base a atteint 43,7 % en 2022, contre 26,5 % en 2018. Les centres de santé sans accès à l'eau sont passés de 28 % en 2021 à 17,9 % en 2022 (MH/A, 2023).

- Le **secteur de l'élevage**, également très vulnérable aux effets néfastes du changement climatique, bénéficie de multiples initiatives telles que PromAP, P2RS, PRESIBALT, PRADEL et PRAPS. Ces programmes intègrent la gestion durable des parcours pastoraux, la protection des écosystèmes pastoraux, la gestion intégrée des ressources naturelles et le renforcement des services vétérinaires. Ils permettent aux éleveurs de faire face aux sécheresses prolongées, de limiter la dégradation des pâturages et de diversifier leurs sources de revenus.

- Dans le **secteur forestier**, la gestion durable des terres et la restauration des écosystèmes constituent des stratégies centrales d'adaptation. Des projets tels que PAC3, PROMOVARE, PGIP, PRRIA ou les programmes de résilience climatique soutiennent le reboisement, la régénération naturelle assistée (RNA), la restauration des terres dégradées

et la protection des berges fluviales. Ces actions contribuent à réduire l'avancée de la désertification, à restaurer la fertilité des sols et à renforcer la résilience des communautés dépendantes des ressources naturelles.

- Dans la **gestion des écosystèmes aquatiques et la réhabilitation des zones humides**, les projets tels que PROMOVARE et l'aménagement de la vallée de Kandadji contribuent à réduire les risques sanitaires liés aux chocs climatiques et à renforcer la résilience écologique et des populations.

- Le **secteur de la santé** bénéficie également de mesures d'adaptation, notamment à travers la mise en place de systèmes d'alerte précoce pour les maladies climato-sensibles. La mise en œuvre de ces projets a eu un impact réel sur les conditions de vie des populations. Le taux de pauvreté a diminué, passant de 45,4 % en 2014 à 41,2 % en 2021 (INS, 2022a). La malnutrition aiguë globale a également reculé, de 15,3 % en 2017 à 12,2 % en 2022 (ME/F, 2024). Sur le plan éducatif, les effectifs du secondaire sont passés de 775 930 élèves en 2018 à 827 927 en 2022 (+6,7 %), tandis que l'Enseignement et Formation Techniques et Professionnels (EFTP) a progressé de 102 751 apprenants en 2021 à 113 447 en 2022 (+10,4 %).

- Dans le **secteur de l'énergie**, l'accès à l'électricité continue de progresser, passant de 20,84 % en 2022 à 22,53 % en 2023 (ME, 2024).

- Dans le **secteur de l'environnement**, les avancées sont également significatives. Sur une cible de 913 932 ha de RNA à l'horizon 2030, 511 478,783ha ont déjà été réalisés entre 2021 et 2025, soit 55,96 %. En matière de plantations d'arbres à usages multiples, 138 847 ha ont été mis en place sur la même période, correspondant à un taux de réalisation de 18,51 %. Par ailleurs, 33 269ha de dunes vives ont été fixées, dépassant largement la cible prévue de 10 053 ha à l'horizon 2030 (taux de 330,94 %).

- Les progrès sont également visibles dans la **promotion du genre et de l'inclusion sociale**. La proportion de femmes cheffes de ménage a doublé, passant de 9,73 % en 2017 à 20,9 % en 2021 (INS, 2024a). Dans l'éducation, les filles inscrites au préscolaire dépassent désormais les garçons, avec 96 293 filles contre 94 065 garçons en 2023. Sur le plan économique, les femmes cheffes d'entreprises représentent 14 % dans l'Éducation, 12 % dans l'Agriculture, la Sylviculture et la Pêche, et sont également présentes dans la distribution de l'eau, l'assainissement, la gestion des déchets et la dépollution (INS, 2024b).

Dans l'ensemble, ces progrès illustrent l'engagement du Niger en faveur des Objectifs de Développement Durable (ODD), tout en renforçant la résilience des populations aux impacts du changement climatique. Ils témoignent également de l'efficacité des investissements consentis dans la sécurité alimentaire, la santé, l'éducation, l'accès aux services essentiels et la transition énergétique.

1.4. Financement climatique dans la CDN2.0

Dans le domaine de la mobilisation des ressources financières pour la mise en œuvre de la

CDN2.0, l'évaluation montre une mobilisation réelle mais encore incomplète par rapport aux besoins. À ce jour, 69 projets climatiques ont permis de mobiliser environ 5,694 milliards USD. Le secteur AFAT cumule 40 projets pour 2,469 milliards USD, tandis que l'énergie compte 29 projets pour 2,969 milliards USD. Cette dynamique est qualifiée de positive, mais l'évaluation précise que plusieurs projets s'étendent au-delà de 2021-2030, ce qui impose une lecture prudente des montants effectivement "disponibles" pour la période d'évaluation, notamment 2021-2025.

Comparés aux besoins totaux de la CDN2.0 estimés à 9,908 milliards USD, ces financements couvrent environ 57,5 % des besoins. L'écart est surtout marqué dans l'adaptation/AFAT : 2,469 milliards mobilisés sur 6,743 milliards nécessaires, soit près de 37 % de couverture. En revanche, l'atténuation/énergie a presque atteint ses besoins : 2,969 milliards mobilisés sur 3,165 milliards nécessaires, soit près de 94 % de couverture. Aussi, sur le total de financement mobilisé, près de 47,3 % relèveraient de financements conditionnels, dépendant de ressources extérieures sous forme de prêts et de dons, tandis qu'environ 42,3 % proviendraient de financements inconditionnels, mobilisés à partir de l'effort budgétaire national.

PARTIE II : PRESENTATION DE LA CDN 3.0

2.1. Informations générales et point de référence

La Contribution Déterminée au niveau National (CDN 3.0) du Niger s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord de Paris et couvre la période 2025-2035. Elle repose sur un scénario de référence de type « Business-As-Usual » (BAU), qui constitue le point de départ pour l'évaluation des efforts d'atténuation.

L'année de base retenue est 2014, avec un niveau d'émissions nettes de GES estimé à 434 ktCO₂e. Sur cette base, des projections ont été réalisées dans le cadre du scénario de référence, indiquant une augmentation progressive des émissions, atteignant 13 228 ktCO₂e en 2025, 17 127 ktCO₂e en 2030 et 22 278 ktCO₂e à l'horizon 2035.

Dans le scénario d'atténuation, les émissions sont projetées à 11 418 ktCO₂e en 2035, traduisant ainsi l'effet attendu des politiques et mesures mises en œuvre dans le cadre de la CDN.

2.2. Objectifs d'atténuation

La CDN 3.0 du Niger fixe un objectif global de réduction progressive des émissions de GES, avec une ambition renforcée par rapport aux engagements précédents contenus dans la CDN2.0.

Ainsi, le Niger vise une réduction de 40 % des émissions à l'horizon 2030 et 51 % à l'horizon 2035 par rapport au scénario de référence dont 13% de réduction inconditionnelle et 38% conditionnelle. Ces objectifs sont définis sur une base pluriannuelle couvrant l'ensemble de la période de mise en œuvre et s'inscrivent dans une trajectoire de développement à faible émission de carbone.

Ces réductions seront atteintes à travers la mise en œuvre d'un ensemble cohérent de Politiques, Actions et Mesures (PAM) dans les principaux secteurs émetteurs.

2.3. Périmètre et couverture de la CDN3.0

Pour le volet atténuation, la CDN 3.0 couvre les principaux secteurs émetteurs de GES au Niger, notamment le secteur de l'Energie, le secteur Agriculture (co-bénéfice atténuation), Foresterie (co-bénéfice atténuation) et Autres Affectations des Terres (AFAT), ainsi que le secteur des Déchets. Elle intègre les principaux GES, à savoir le dioxyde de carbone (CO₂), le méthane (CH₄) et le protoxyde d'azote (N₂O), conformément aux lignes directrices du GIEC.

Pour le volet adaptation, elle intègre les secteurs socio-économiques vulnérables comme l'Agriculture, la Foresterie, l'élevage, la Santé, les Ressources en eau, l'Education les Zones humides, les infrastructures/habitats/transports etc.

Par ailleurs, par rapport à la CDN2.0, la CDN3.0 marque une avancée significative en élargissant son champ d'application, notamment par l'intégration de nouvelles catégories dans le secteur des déchets, telles que la gestion des déchets solides, le traitement des eaux usées et l'incinération des déchets. Cette extension traduit une approche plus exhaustive et une ambition accrue dans la couverture des sources d'émissions.

2.4. Politiques, Actions et Mesures (PAM)

La CDN3.0 repose sur un ensemble des PAM identifiées dans les secteurs clés, visant à réduire les émissions de GES tout en renforçant la résilience des communautés et des écosystèmes (annexes I et II). A cet effet, les besoins financiers dans les domaines de l'atténuation et de l'adaptation reposent sur la quantification de ces PAM.

2.5. Co-bénéfices atténuation/adaptation

La CDN3.0 du Niger met également en évidence les synergies entre les actions d'adaptation et d'atténuation. En effet, plusieurs PAM de l'adaptation identifiées dans les cadres stratégiques climatiques génèrent des co-bénéfices en matière de réduction des émissions des GES.

2.6. Contexte national et considérations d'équité

La CDN 3.0 du Niger a été élaborée en tenant compte des circonstances nationales spécifiques du pays, caractérisées par une forte vulnérabilité aux changements climatiques et des contraintes structurelles importantes.

Le Niger est un pays sahélien couvrant une superficie d'environ 1 267 000 km², avec un climat marqué par une forte variabilité pluviométrique, allant d'environ 150 mm au nord à près de 800 mm au sud. Les températures élevées, pouvant atteindre 45°C en saison chaude, accentuent les pressions sur les ressources naturelles et les systèmes de production.

Sur le plan démographique, la population est estimée à plus de 27 millions d'habitants en 2025, avec un taux de croissance élevé (3,69 % par an). Elle se caractérise par une forte jeunesse, près de la moitié de la population âgée de moins de 15 ans, et une prédominance du milieu rural (environ 84 %). Cette dynamique exerce une pression accrue sur les terres, les ressources naturelles et les services de base.

L'économie nationale est en croissance, avec un taux estimé à 8,3 % en 2024, mais demeure fortement dépendante des secteurs sensibles au climat, notamment l'agriculture et l'élevage. Cette dépendance rend le pays particulièrement exposé aux aléas climatiques tels que les sécheresses, les inondations et la dégradation des terres (Figure 1).

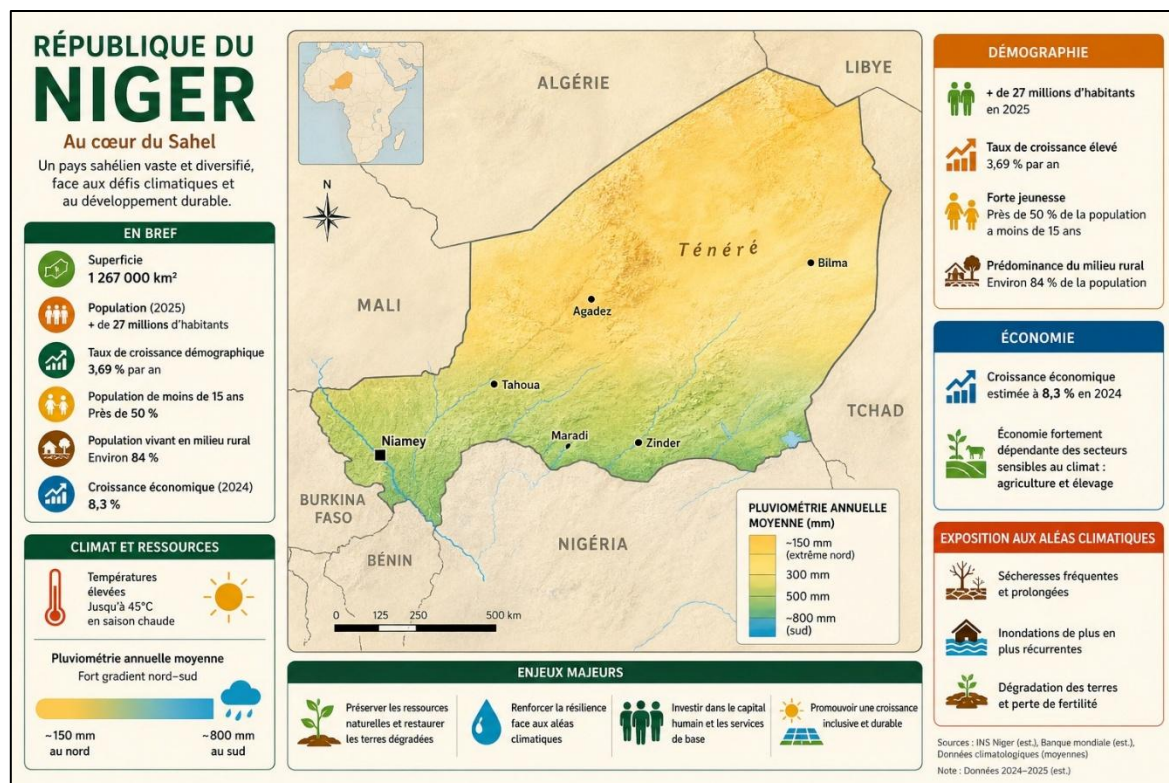


Figure 1 : Profil géographique climatique et socio-économique du Niger

2.7. Ambition et perspectives

La CDN 3.0 du Niger se distingue par un niveau d'ambition renforcé, avec un objectif de réduction des émissions de 40 % en 2030 puis 51 % à l'horizon 2035, ainsi que par une extension de son périmètre sectoriel.

Elle s'inscrit dans une vision de long terme, alignée sur la Stratégie Nationale Bas Carbone visant une réduction de 96 % des émissions à l'horizon 2050.

Par ailleurs, le Niger envisage de recourir aux mécanismes de coopération internationale, notamment ceux prévus à l'Article 6 de l'Accord de Paris, afin de mobiliser des ressources additionnelles et de soutenir la mise en œuvre de ses actions climatiques.

PARTIE III : METHODOLOGIE DE TRAVAIL

3.1. Approche générale

L'évaluation des besoins en finance climat de la CDN3.0 a été conduite selon une approche analytique structurée basé sur les Politiques Actions et Mesures (**Cf : Annexe I et II**) identifiées dans les cadres climatiques nationaux. Elle vise à évaluer, de manière prospective, les ressources financières nécessaires à la mise en œuvre de la CDN3.0, notamment l'adaptation et atténuation, et à faire ressortir le gap de financement à rechercher en se basant sur les projets et programmes en cours de mise en œuvre de ladite CDN sur la période 2025-2035. Elle s'appuie sur les étapes 10 à 13 du guide ICAT relatif à la finance climatique. Ainsi, les étapes clés comprennent : (i) la définition des paramètres d'évaluation ; (ii) l'estimation des besoins sur la base de ces paramètres ; (iii) l'analyse et l'agrégation des besoins en financement climatique ; et (iv) la vérification et la validation des résultats.

3.1.1. Définition des paramètres d'évaluation

Cette étape a consisté à établir le cadre analytique de l'évaluation, en cohérence avec les orientations du guide ICAT sur la transparence climatique. Les paramètres clés définis dans le cadre de cette évaluation sont :

Champ d'analyse et périmètre sectoriel : le champ d'analyse pour la CDN3.0 couvre l'ensemble des actions climatiques, incluant : (i) l'atténuation des émissions de GES et (ii) l'adaptation aux effets des changements climatiques. Le périmètre sectoriel est défini sur la base des priorités nationales en matière de climat. Les secteurs et sous-secteurs retenus sont résumé dans le Tableau 1 ci-après.

Niveau d'évaluation et unité d'analyse : l'évaluation repose sur une approche par Politique, Actions et Mesures (**Cf : Annexe I et II**), en cohérence avec les modalités de planification et de mise en œuvre des politiques publiques au Niger. Cette approche permet : (i) d'agréger les besoins à partir des PAM existantes ; (ii) d'assurer la traçabilité des coûts à l'échelle opérationnelle ; (iii) de faciliter l'alignement avec les cadres climatiques nationaux.

Structure des coûts : les coûts pris en compte sont relatifs aux coûts d'investissement (CAPEX) liés à la mise en place des infrastructures, équipements et systèmes.

Horizon temporel et période d'analyse : la période d'analyse retenue est 2025-2035, couvrant l'horizon de mise en œuvre de la CDN3.0.

Hypothèses de base : l'évaluation repose sur un ensemble d'hypothèses structurantes, notamment : (i) année de référence : 2025 ; (ii) taux de change (574 FCFA pour 1 USD en juin 2025) ; (iii) périmètre d'analyse ; et (iv) prise en compte des volets adaptation et atténuation.

Tableau 1: Structure des secteurs et sous -secteurs retenus pour l'évaluation ex-ante

Secteurs/sous-secteurs	Sous-secteurs
Agriculture	Productions végétales pluviales et irriguées (riz, céréales, cultures de rente), gestion des sols agricoles, sécurité alimentaire, élevage pastoral et agro-pastoral, gestion des parcours, santé animale (Ruminants et monogastriques, gestion des déjections animales, alimentation animale
Foresterie et autres Affectations des Terres	Forêts naturelles et plantées, agroforesterie, restauration des terres, RNA, carbone des sols
Énergie	Production d'électricité, énergies renouvelables, efficacité énergétique, biomasse-énergie
Education	Infrastructures des écoles résilientes au climat, Gouvernance et planification éducative sensible au climat ; éducation non formelle orientée vers le climat.
Zones Humides	Zones humides artificielles ; continentale naturelles ; services écosystémiques ; gestion et conservation des zones humides.
Ressources en eau/WASH	Gestion intégrée des ressources en eau, infrastructures hydrauliques, accès à l'eau, gestion de l'eau agricole, barrages, irrigation, services d'eau potable
Transports	Transport routier ; ferroviaire, fluvial ; parc de véhicules ; mobilité urbaines
Infrastructure/Habitats/Transports	Urbanisation et aménagement du territoire ; logements résilients ; bâtiments publics résilients ; infrastructures de transport urbains et résilients
Santé	Infrastructures sanitaires, services de santé, gestion des déchets médicaux
Déchets	Déchets solides municipaux, déchets agricoles, déchets médicaux, eaux usées

3.1.2. Evaluation des besoins

L'évaluation des besoins en financement climatique (adaptation et atténuation) s'est reposée sur une approche structurée, systématique et reproductible, conforme aux recommandations du guide ICAT en matière de transparence.

Cette étape s'articule autour de trois (03) composantes principales :

- l'identification des PAM prioritaires, issues des cadres stratégiques climatique nationaux (politiques et stratégies sectorielles) des secteurs concernés par la CDN3.0 ;
- la détermination des coûts unitaires, fondée sur des sources multiples, incluant les bases de données existantes, les études techniques disponibles ainsi que les référentiels nationaux de coûts, afin d'assurer la robustesse et la contextualisation des estimations ;
- l'identification et la quantification des volumes d'intervention, exprimée en unités physiques pertinentes (superficies, nombre d'unités, etc.), en cohérence avec les objectifs sectoriels et les cibles nationales.

Atténuation :

Ainsi, pour le volet atténuation, l'estimation des besoins s'est appuyée principalement sur l'outil GACMO (Greenhouse Gas Abatement Cost Model). Cet outil permet une évaluation intégrée des options d'atténuation en combinant : (i) le coût total d'investissement (CAPEX) ; et (ii) les potentiels de réduction des émissions de GES.

Toutefois, les coûts utilisés dans l'analyse ne reposent pas uniquement sur les valeurs par défaut de GACMO. Afin de refléter au mieux les réalités nationales, les paramètres économiques ont été actualisés sur la base de données et études spécifiques au Niger.

→ Pour le secteur de l'énergie, les coûts d'investissement et les paramètres technico-économiques ont été révisés à partir de l'étude nationale intitulée « Analyse coûts-bénéfices pour éclairer la sélection des projets énergétiques à inclure dans la CDN révisée » et publiée en juin 2021.

→ Pour le secteur Foresterie, notamment dans le domaine de la gestion durable des terres et de la restauration des écosystèmes, l'estimation des besoins financiers a reposé sur des référentiels nationaux de coûts unitaires établis à partir des expériences de mise en œuvre de projets et programmes au Niger. Cette approche a été privilégiée pour les techniques de Conservation des Eaux et des Sols / Défense et Restauration des Sols (CES/DRS), pour lesquelles les coûts unitaires sont généralement exprimés par hectare traité. Les besoins financiers ont ainsi été calculés en appliquant ces coûts unitaires aux superficies cibles définies pour chaque mesure.

→ Pour le secteur des déchets, l'approche est basée sur les valeurs par défaut de l'outil GACMO par manque d'un référentiel de coût au niveau national. Néanmoins, ces valeurs par défaut ont permis de disposer d'estimations de coûts plus ou moins représentatives des

conditions de mise en œuvre des mesures d'atténuation identifiées, tout en garantissant la cohérence méthodologique de l'évaluation.

Le Tableau ci-après présente les coûts unitaires nationaux des technologies, actualisés dans GACMO.

Tableau 2 : Coûts unitaires nationaux des technologies appliqués dans GACMO

Technologie (GACMO)	Unité	Coût unitaire national retenu (U\$)	Source
Foresterie			
Reboisement (Plantation linéaire et privée)	ha	984	3.4 Plantation d align... RECUEIL DE FICHES TECHNIQUES - EDITION 2022 3.5 Pépinière privée RECUEIL DE FICHES TECHNIQUES - EDITION 2022
Régénération naturelle assistée	ha	150	3.2. Régénération N... RECUEIL DE FICHES TECHNIQUES - EDITION 2022
Reboisement avec agroforesterie (Plantation en bloc)	ha	893	3.3 Plantations en blo... RECUEIL DE FICHES TECHNIQUES - EDITION 2022
Energie			
Lampe fluorecente compact (LFC)	Lampe	8,7	ME/LCD.2021, Analyse coûts bénéfices pour éclairer la sélection des projets énergétiques à inclure dans la CDN; ME.2015, Programme nationale des énergies domestiques du Niger.
Lampe LED	Lampe	3,5	
Réfrigérateur efficace	Refrigérateur	523	
Foyer amélioré à bois	Foyer	18,5	
Foyer amélioré à charbon de bois	Foyer	26	
Foyer au GPL	Foyer	42	
Central hydroélectrique connecté au réseau	kw	81,2	
PV solaire connecté au réseau	kw	1486	
Mini-réseau solaire/diesel	kw	181	
Lampe solaire LED	Lampe	105	
PV solaire 100% isolé du réseau	kw	1280	Fiche technique etude comparative energie exhaure eau d irrigation.pdf
Lampadaire à lampe au soduim	Lampe	87	
Pompe solaire en remplacement du pompe diesel	Pompe	2091	
Pompe diesel	Pompe	1394	

Adaptation :

En plus, pour le volet adaptation, l'évaluation des besoins s'est basée sur une approche ex-ante, programmatique et prospective. Cette approche consiste à agréger les besoins financiers associés aux interventions identifiées, qu'elles soient (i) en cours de mise en œuvre et (ii) planifiées à court et moyen termes. Elle s'appuie sur : les documents de programmation sectorielle ainsi que les priorités nationales d'adaptation (Cf : Annexe 1).

3.1.3. Analyse des résultats

Cette étape a consisté à analyser, organiser et structurer les besoins en financement climatique précédemment estimés, afin de les rendre pleinement exploitables pour la planification stratégique et la mobilisation des ressources financières. L'analyse s'est reposée sur une agrégation multidimensionnelle des coûts, permettant une lecture fine et cohérente des besoins, selon plusieurs axes complémentaires :

- **par secteur** afin de faciliter l'allocation sectorielle des ressources ;
- **par volet climatique (adaptation / atténuation)** pour assurer le suivi des financements climatiques, en cohérence avec les exigences de reporting des CDN et BTR.
- **Par gap** pour dégager le financement à rechercher en tenant compte des besoins évalués et les coûts des projets et programmes en cours sur la période de la mise en œuvre de la CDN3.0.

PARTIE IV : RESULTATS DE L’EVALUATION

1.1. Vue d’ensemble des besoins financiers de la CDN3.0

Les résultats de l’évaluation ex-ante des PAM contribuant à la mise en œuvre de la CDN3.0 montrent un besoin global estimé à 16 937,94 millions USD sur la période 2025-2035 ; dont 79,6% sous financement conditionnel et 20,4% sous financement inconditionnel. La répartition de ces besoins révèle une forte concentration dans certains secteurs clés, traduisant à la fois les priorités nationales en matière de développement et les exigences de transition climatique.

L’analyse montre également une prédominance des investissements orientés vers l’adaptation des secteurs comme l’Agriculture, l’Elevage, les Ressources en eau, la Foresterie, les Infrastructure/Habitats/Transports traduisant une priorisation stratégique des interventions face aux impacts des changements climatiques.

Les secteurs de l’agriculture/élevage et de la foresterie et autres affectations des terres, bien que contribuant également à l’atténuation des émissions de gaz à effet de serre, sont principalement orientés vers le renforcement de la résilience des populations et des écosystèmes. À ce titre, les besoins financiers associés à ces secteurs ont été prioritairement comptabilisés dans le volet adaptation. Toutefois, les co-bénéfices en matière d’atténuation générés par les actions mises en œuvre dans ces secteurs ont été intégrés dans le volet atténuation, afin de refléter de manière cohérente leur contribution à la réduction des émissions.

2.1. Analyse des besoins par secteur sur la période 2025-2035

La figure suivante présente la répartition des secteurs d’intervention, dominée par l’Énergie (34,36 %), suivie de l’Agriculture (14,58 %), des Ressources en Eau (13,53 %), de l’Élevage (9,81 %), et (6,07%). Les autres secteurs représentent des parts plus faibles : Infrastructure/Habitats/ (5,39 %), Santé (2,28 %), Zones Humides (1,87 %), Éducation (1,15 %), Déchets (0,72 %) et Transversal (0,26 %).

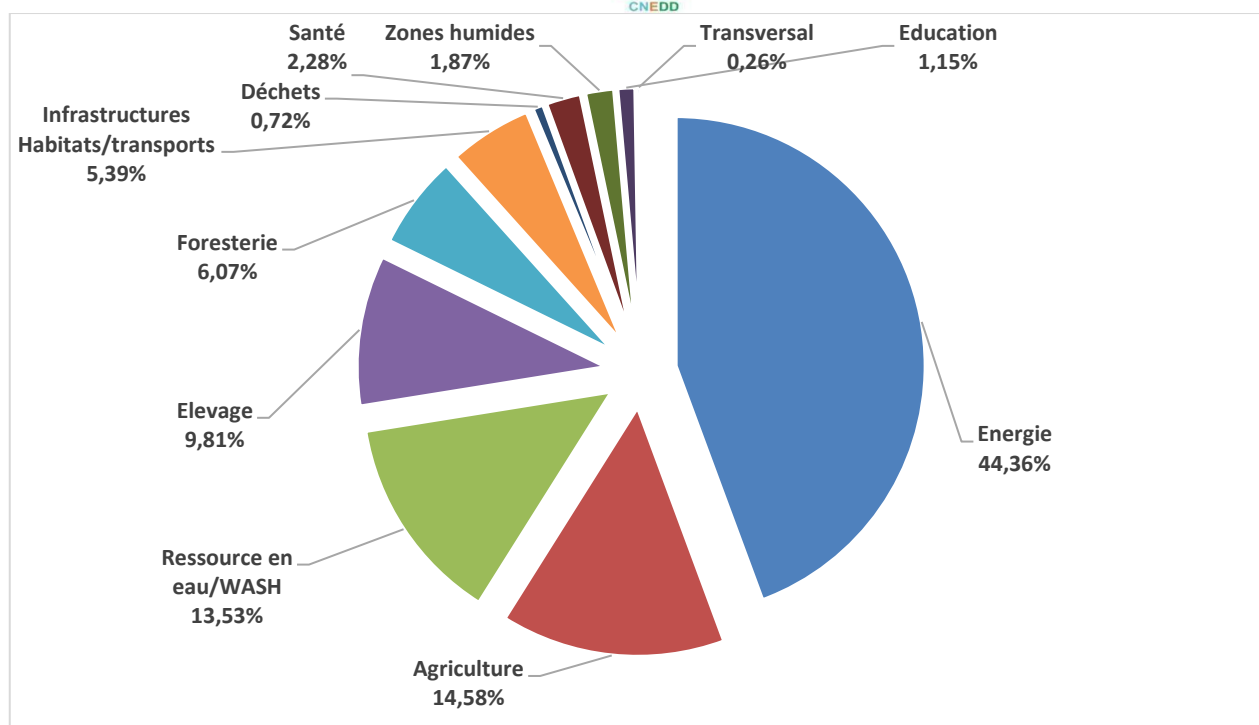


Figure 2 : Répartition des besoins par secteurs d'intervention

Les résultats de l'analyse des besoins par secteur montrent que dans le **secteur de l'Énergie**, il faut un volume d'investissement de l'ordre de 7 513,57 millions USD pour la mise en œuvre des PAM identifiées, soit 44,36% des besoins totaux. Cette situation s'explique par les coûts élevés associés aux infrastructures énergétiques, notamment le développement des systèmes solaires hors réseau, des lampadaires solaires, du réseau électrique et des centrales photovoltaïques connectées au réseau. Ces investissements traduisent une volonté stratégique de transformation du système énergétique, axée sur la décarbonation et l'amélioration de l'accès à l'électricité.

Le **secteur de l'Agriculture**, l'un des moteurs du développement socio-économique représente une composante importante des besoins financiers, avec 2 469,28 millions USD, soit 14,58%. Les investissements dans ce secteur sont principalement orientés vers l'amélioration des pratiques agricoles, notamment à travers la valorisation des résidus agricoles, le soutien à l'extension des systèmes irrigués et à l'optimisation de leurs performances (Grande et petite irrigation), le développement de systèmes de cultures pluviales performants et intelligents face au climat. Ces mesures visent à renforcer la résilience des systèmes de production face aux aléas climatiques, tout en contribuant indirectement à la réduction des émissions.

Dans le secteur de **Ressources en Eau**, les besoins de financements sont estimés à 2 291,11 millions USD soit 13,53%. Ces besoins traduisent les investissements dans les PAM pour faire face aux défis liés à la disponibilité, à la gestion et à la valorisation durable de l'eau. En effet, les PAM prioritaires s'articulent autour d'une approche combinant l'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, le renforcement de la gestion intégrée des ressources en eau ainsi que la maîtrise des ressources hydriques, la construction et la promotion de latrines améliorées

adaptées au contexte local pour les ménages et les lieux publics, la sensibilisation communautaire et la mise en œuvre de l'approche Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC) pour le changement de comportement, l'appui aux ménages vulnérable pour l'acquisition d'installation sanitaires adéquates. A cela s'ajoutent des investissements structurants tels que la construction de réservoirs de stockage à usages multiples, la réalisation d'ouvrages hydrauliques modernes (points d'eau, systèmes AEP, digues de protection, seuils de rétention).

Pour le secteur de **l'Élevage**, poumons de l'économie du secteur agricole, les résultats de l'analyse fait ressortir des besoins estimés à 1 661,14 millions USD soit 9,81,6% pour renforcer la résilience dudit secteur. Ces besoins couvrent des PAM d'adaptation ayant un co-bénéfice atténuation. Il s'agit, entre autres de l'aménagement et sécurisation des couloirs de passages, la restauration des terres pastorales dégradées, la création des unités de transformation des aliments bétails (production de fourrages) et la réhabilitation et création des marchés à bétails.

Le secteur de la **Foresterie** affichant un volume estimé à 1 028,41 millions USD soit 6,07% des besoins, occupe également une place stratégique pour lutter contre la Désertification, la Dégradation des Terres et la Sécheresse (DDTS). Les investissements dans ce secteur ciblent principalement la fixation des dunes par la plantation d'espèces ligneuses/herbacées, la plantation d'espèces à usage multiple/plantation en blocs, la promotion de la Régénération Naturelle Assistée et les plantations linéaires, contribuant ainsi à la séquestration du carbone et à l'adaptation des écosystèmes.

Dans le secteur des **Infrastructure/Habitats/Transports**, les besoins sont évalués à 912,20 millions USD, soit 5,39%. Les besoins couvrent principalement le rehaussement et le renforcement des routes exposées aux inondations et Intégration de la résilience dans les projets de désenclavement rural, la construction et la réhabilitation des systèmes de drainage urbain, des digues, des bassins de rétention et des seuils d'épandage, aménagement des mares et retenues d'eau et promotion de la collecte des eaux pluviales à grande échelle, la protection des infrastructures, installations et équipements structurants contre les intempéries climatiques, le développement d'infrastructures énergétiques résilientes (déploiement de mini-réseaux solaires décentralisés).

Dans le secteur de **Santé publique**, les besoins de financement sont estimés à 385,44 millions USD, soit 2,28% des besoins totaux. Les investissements ciblent le renforcement de la surveillance épidémiologique et de systèmes d'alerte précoce, le renforcement des capacités en riposte, l'amélioration de la gouvernance et adoption de l'approche "Une seule santé" (One Health), le renforcement des infrastructure sanitaire, l'amélioration de l'accès aux services de santé ainsi que le développement des capacités des personnels pour faire face aux risques climatiques émergents.

Dans le secteur des **Zones humides**, les besoins de financement sont estimés à 316,72 millions USD soit 1,87% des besoins totaux, traduisant la nécessité de préserver et de renforcer la résilience de ces écosystèmes essentiels, fortement vulnérable aux effets du changement

climatique et aux pressions anthropiques. Les mesures envisagées visent principalement le traitement des bassins versants, la lutte contre les pollutions diverses, la lutte contre l'ensablement du Fleuve Niger, la construction des ouvrages de régulation des crues, la restauration et la gestion durable de ses espaces.

En ce qui concerne le secteur de **l'éducation**, les besoins sont estimés à 194,70 millions USD et concerne principalement la mise en œuvre des mesures de renforcement de la résilience du secteur. Il s'agit, entre autres du renforcement de l'intégration des enjeux climatiques, les compétences vertes et les savoirs locaux dans les programmes scolaires, le développement de l'éducation environnementale, le renforcement des capacités des enseignants et élèves sur l'éducation climatique et la gestion des risques, l'élaboration et mise en œuvre des plans d'urgence scolaire, le développement des espaces verts pour améliorer le microclimat dans les écoles, la construction des infrastructures résilientes au climat et le renforcement adaptation des infrastructures scolaires existantes aux risques climatiques.

Dans le secteur des **Déchets**, les besoins sont estimés à 121,14 millions USD. Ces besoins traduisent un effort pour structurer une gestion plus moderne et résiliente face aux enjeux environnementaux et sanitaires. Les mesures proposées reposent essentiellement sur le développement d'infrastructures adaptées et la valorisation des déchets, à travers la mise en place de centres d'enfouissement technique, de biodigesteurs et d'unités de compostage des déchets solides municipaux. Elles intègrent également le recyclage des déchets plastiques, dans une logique d'économie circulaire, ainsi que l'installation des incinérateurs pour les déchets d'activités de soins de santé, afin de limiter les risques sanitaires.

En dehors de ces secteurs, la CDN3.0 a bordée la question des nexus comme déchets-emploi vert et transition juste, climat-paix et sécurité, migration-environnement-changements climatiques, santé-genre-changements climatiques. Ces thématiques ont été traitées comme un secteur transversal. Ainsi, les besoins des actions climatiques liés à ces thématiques transversales sont estimés à 44,23 millions USD.

Le Tableau ci-après présente la répartition des besoins par secteur.

Tableau 3 : Répartition des besoins de la CDN3.0 par secteur

Secteurs	Besoins	Contribution au total
Energie	7 513,57	44,36%
Agriculture	2 469,28	14,58%
Ressource en Eau	2 291,11	13,53%
Elevage	1 661,14	9,81%
Foresterie	1 028,41	6,07%
Infrastructure/Habitats/Transports	912,20	5,39%
Santé	385,44	2,28%
Zones humides	316,72	1,87%
Education	194,70	1,15%
Déchets	121,14	0,72%

Secteurs	Besoins	Contribution au total
Transversal	44,23	0,26%
Total (besoins et mobilisés)	16 937,94	100,00%

3.1. Analyse par volet climatique

L'analyse des besoins en financement selon les domaines climatiques de la CDN3.0 met en évidence une nette prédominance des investissements orientés vers l'adaptation. En effet, les besoins en matière d'adaptation sont estimés à 9 418,44 millions USD, soit 55,61% % des besoins totaux, ce qui prouve que le Niger accorde une priorité particulière à la question de l'adaptation. Les besoins en atténuation se chiffrent à 7 519,50 millions USD, soit 44,39% %.

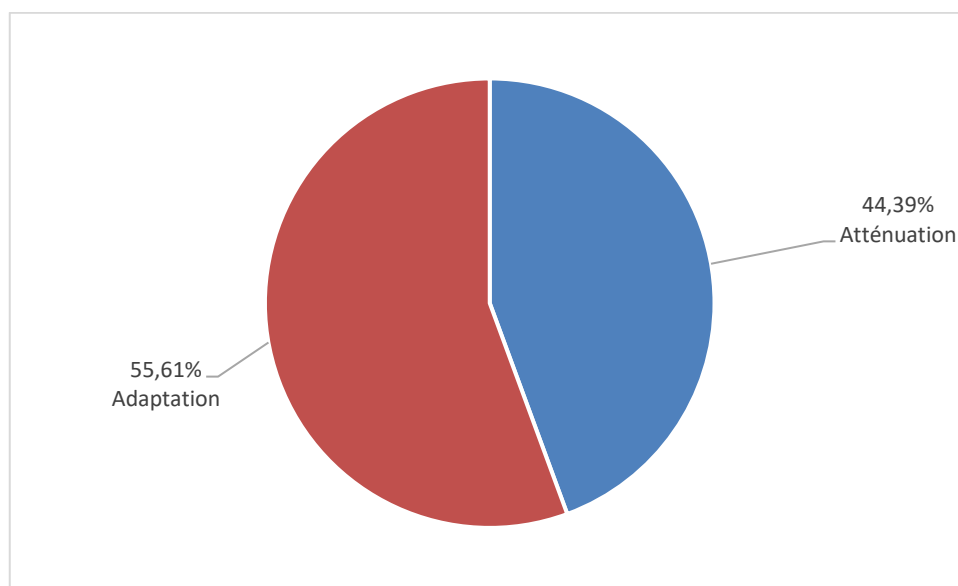


Figure 3 : Répartition (en %) des besoins en financement climatiques de la CDN3.0 par domaines

Dans le domaine de **l'adaptation**, les besoins sont portés par les secteurs socio-économiques les plus vulnérables.

- En effet, les besoins en adaptation du secteur de l'Agriculture représentent 26,22%, soit 2 469,28 millions USD ; suivi du secteur des Ressources en Eau représentant 24,33% du total des besoins en adaptation, soit 2 291,11 millions USD.
- Les secteurs de l'Elevage et de la Foresterie représentent respectivement 17,64% (1 661,14 millions USD) et 10,92% (1 028,41 millions USD).
- Les secteurs des Infrastructures/Habitats/ Transports, de la santé et celui des Zones humides présentent des besoins respectifs de 9,69% %, 4,09% % et 3,36% % du total des besoins.
- Les secteurs de l'Education et des Déchets représentent respectivement 2,07% et 1,22% des besoins totaux en adaptation ; suivi du secteur Transversal (nexus) représentant 0,47% du total des besoins.

La Figure ci-après présente la répartition sectorielle des besoins en matière d'adaptation pour la CDN3.0.

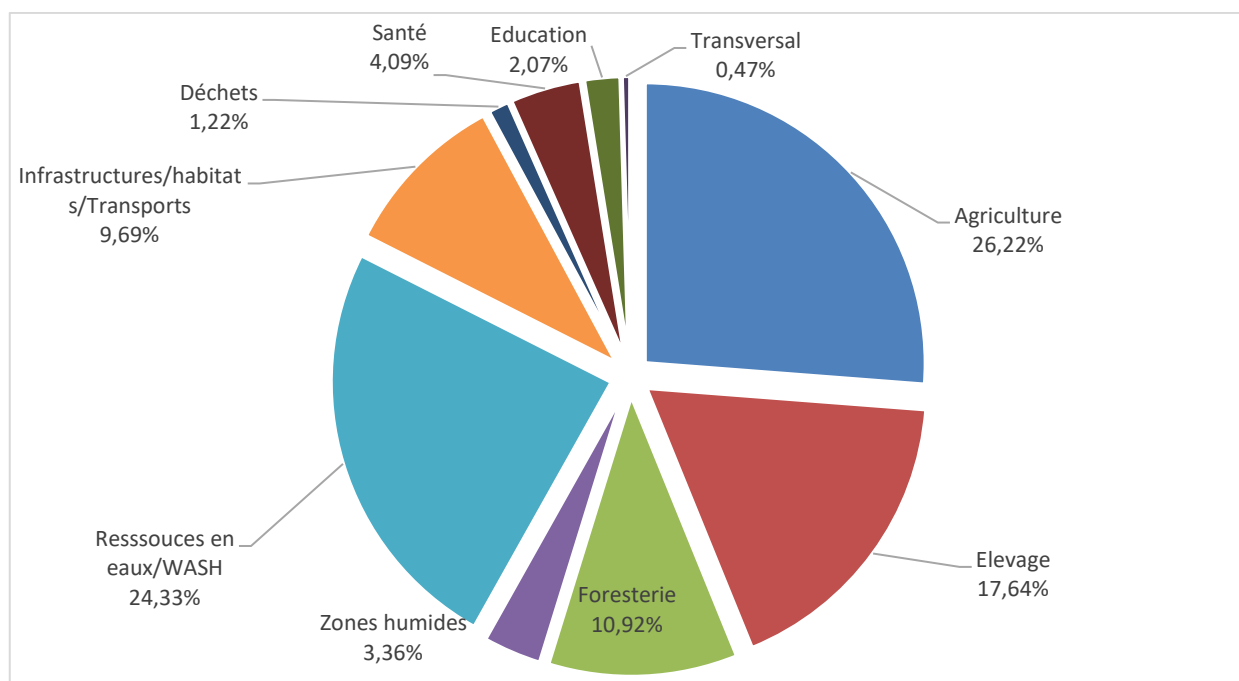


Figure 4 : Répartition sectorielle (en %) des besoins en matière d'adaptation pour la CDN3.0

En outre, la répartition sectorielle des besoins en matière **d'atténuation** des émissions de GES montre une prédominance des besoins dans le secteur de l'Energie. En effet, ce secteur affiche un besoin 7 513,57 millions USD, soit 99,92% du total. Cette prépondérance traduit le rôle central de ce secteur dans l'atténuation des émissions de GES notamment le développement des énergies propres, l'amélioration de l'efficacité énergétique et la réduction de la dépendance aux énergies fossiles. Pour rappel, les besoins financiers associés au secteur AFAT sont entièrement comptabilisés dans le volet adaptation, ce qui renforce la place centrale du secteur Energie dans le financement du volet atténuation.

Le sous-secteur production de l'électricité représente 91,54 % des besoins suivi des sous-secteurs Emissions fugitives, le résidentiel, transport et services avec respectivement 4,40% ; 2,93% ; % ; 0,58% % et 0,48 %.

Parallèlement, le secteur Déchets affiche un besoin évalué à 5,93 millions USD des besoins totaux en matière d'atténuation malgré les opportunités existantes en matière de valorisation des déchets, de réduction des émissions de méthane et d'amélioration des systèmes de gestion.

4.1. Analyse des gaps

Avec un besoin évalué à 16 937,94 millions USD, la mise en œuvre de la CDN 3.0 du Niger est basée sur une approche d'encrage programmatique. Cette approche consiste à s'appuyer prioritairement sur les besoins en cours, afin de garantir une mise en œuvre réaliste, cohérente et opérationnelle. A cet effet, trente (30) projets et programmes en cours de mise en œuvre, alignés sur l'horizon temporel de la CDN ont été identifiés (**Cf. annexe III**). Le montant total de

ces projets s'élève à 4 866,13 millions USD, soit 28,73 % des besoins et couvre les domaines prioritaires de la CDN notamment l'adaptation et l'atténuation. En conséquence, le besoin des financements additionnels à mobiliser pour la mise en œuvre de ladite CDN s'élève à 12 071,82 millions USD sur la période 2025-2035 ; correspondant principalement aux domaines non encore couverts.

Le tableau ci-après présente le financement additionnel (gap) par secteurs /sous-secteurs de la CDN3.0.

Tableau 4: Financement additionnel pour la mise en œuvre de la CDN 3.0

Secteurs	Besoins	Mobilisés	Gaps
Energie	7 513,57	54,52	7 459,06
Agriculture	2 469,28	277,46	2 191,82
Ressource en Eau	2 291,11	170,47	2 120,64
Elevage	1 661,14	361,01	1 300,13
Foresterie	1 028,41	228,88	799,53
Infrastructure/Habitats/Transports	912,2	676,53	235,67
Santé	385,44	-	385,44
Zones humides	316,72	-	316,72
Education	194,7	-	194,7
Déchets	121,14	-	121,14
Transversal (Nexus)	44,23	-	44,23
Multi secteurs	0	3 097,25	-3 097,25
Total (besoins et mobilisés)	16 937,94	4 866,13	12 071,82

L'analyse montre que les secteurs pour lesquels des financements sont identifiés, notamment l'Agriculture, l'Elevage, les Ressources en eau, l'Energie et les infrastructures, traduisent une dynamique d'investissement déjà engagée, constituant une base solide pour la mise en œuvre de la CDN 3.0. En outre, l'absence de financements mobilisés dans certains secteurs tels que la Santé, l'Education, les Déchets ou les Zones humides ne reflète pas un manque de priorité, mais plutôt l'absence actuelle de projets et programmes alignés sur la période considérée de la CDN 3.0. Ces secteurs représentent ainsi des opportunités stratégiques pour le développement de nouvelles notes conceptuelles et la structuration de portefeuilles de projets bancables. Par ailleurs, les financements multisectoriels déjà mobilisés soulignent l'importance d'approches intégrées et transversales.

Partie V : Vérification de l'évaluation des besoins en financement

5.1. Comparaison des coûts

Conformément aux recommandations du guide ICAT en matière de transparence de la finance climat, les estimations de coûts réalisées dans le cadre de cette étude ont été comparées à des références internationales et régionales issues de sources reconnues telles que la FAO, l'IRENA, la Banque mondiale, l'UNCCD, l'IFDD, l'ESMAP et diverses publications scientifiques récentes.

Le tableau 5 ci-dessous présente les coûts unitaires retenus pour les principales technologies et mesures d'atténuation considérées dans l'étude, ainsi que leur comparaison avec les références internationales ou régionales disponibles.

Cette analyse comparative repose sur les coûts unitaires des principales technologies et interventions, exprimés en USD par unité physique (USD/ha, USD/kW ou USD/unité), afin d'assurer la comparabilité avec les références internationales et de renforcer la crédibilité des estimations nationales.

5.5.1. Secteur foresterie

Dans le secteur de la foresterie et de la gestion durable des terres, les coûts unitaires retenus pour le Niger apparaissent globalement cohérents avec les références internationales et régionales. Le coût du reboisement (984 USD/ha) est très proche de la borne inférieure de la fourchette internationale observée (990 à 3 450 USD/ha), ce qui confirme la cohérence des hypothèses retenues pour les activités de restauration des paysages forestiers. Le coût du reboisement avec agroforesterie (893 USD/ha) est supérieur à la référence régionale identifiée (650 USD/ha), ce qui peut s'expliquer par l'intégration de composantes techniques additionnelles, les besoins d'accompagnement des producteurs ainsi que les spécificités des conditions agroécologiques nationales.

Le coût de la Régénération Naturelle Assistée (150 USD/ha) demeure très proche de la valeur de référence régionale de 120 USD/ha observée dans les pays sahéliens. Cette proximité confirme le caractère particulièrement rentable de cette pratique, reconnue comme une solution de restauration des terres à faible coût et à fort potentiel de séquestration du carbone.

5.5.2. Secteur énergie

Dans le secteur de l'énergie domestique, les coûts des équipements de cuisson améliorée se situent dans les plages de référence observées à l'échelle internationale. Le coût du foyer amélioré à bois (18,5 USD/unité) est légèrement inférieur à la fourchette internationale de référence (21 à 41 USD/unité), tandis que celui du foyer amélioré à charbon de bois (26 USD/unité) s'inscrit pleinement dans la plage observée (13 à 70 USD/unité). Le coût du foyer au GPL (42 USD/unité) est également cohérent avec les références disponibles, comprises entre 21 et 70 USD/unité.

Le coût des lampes fluorescentes compactes (8,7 USD/unité) apparaît inférieur aux références internationales recensées (20 à 25 USD/unité). Toutefois, cette différence peut s'expliquer par la baisse progressive des coûts des technologies d'éclairage à haute efficacité énergétique observée ces dernières années. Les évolutions du marché, l'amélioration des chaînes

d'approvisionnement et la diffusion croissante de ces équipements ont contribué à réduire significativement leurs coûts dans de nombreux pays en développement.

Concernant les technologies de production d'énergie renouvelable, les coûts présentent globalement une cohérence satisfaisante avec les tendances observées au niveau international. Le coût du photovoltaïque raccordé au réseau est estimé à 1 486 USD/kW. Cette valeur est supérieure à la référence internationale récente publiée par l'IRENA (758 USD/kW). Les coûts du solaire photovoltaïque connaissent une évolution rapide sous l'effet des progrès technologiques, de la baisse des coûts de fabrication des modules, des économies d'échelle et de l'intensification de la concurrence mondiale. Les différences observées peuvent également résulter du périmètre des coûts considérés (équipements, génie civil, raccordement, stockage, transport, installation et ingénierie) ainsi que des spécificités du contexte national. Dans ce contexte, les estimations nationales demeurent cohérentes avec les réalités du marché et les conditions de mise en œuvre au Niger.

Les coûts des mini-réseaux solaires hybrides et des infrastructures hydroélectriques apparaissent inférieurs aux références internationales mobilisées. Cette situation pourrait s'expliquer par des différences méthodologiques, des périmètres de coûts distincts ou des unités de référence différentes entre les sources comparées. Une clarification complémentaire des hypothèses de calcul serait utile afin de permettre une comparaison plus robuste avec les benchmarks internationaux.

De manière générale, les coûts estimés au Niger se situent dans les intervalles observés au niveau international ou régional. Les écarts constatés s'expliquent principalement par plusieurs facteurs structurels propres au contexte national, notamment :

- les coûts logistiques liés à l'enclavement du pays ;
- les coûts d'importation des équipements ;
- le coût du capital et les conditions de financement ;
- les contraintes techniques et institutionnelles ;
- les spécificités agroécologiques locales ;
- les exigences croissantes en matière de résilience climatique ;
- ainsi que les évolutions rapides des marchés technologiques, particulièrement dans les secteurs de l'énergie renouvelable et de l'efficacité énergétique

Dans l'ensemble, cette comparaison confirme la cohérence, la robustesse et la crédibilité des estimations nationales, renforçant leur validité dans le cadre du reporting au titre du Cadre de Transparence Renforcé (ETF).

Tableau 5 : Comparaison du coût unitaire national/International

Technologie	Unité	Coût unitaire national retenu (U\$)	Benchmark international/régional	Source	Lien
Reboisement (Plantation linéaire et privée)	ha	984	990–3 450	FAO/UNCCD,2015: Sustainable financing for forest and landscape restoration (page 4)	https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/fea2b47e-4609-4f55-8ae8-20ec04b0995b/content
Régénération naturelle assistée	ha	150	120	MEEV/CC,2017 : Evaluation des besoins en technologies, page 135	Evaluation des besoins technologiques pour l'adaptation dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie au Burkina Faso
Reboisement avec agroforesterie (Plantation en bloc)	ha	893	650	Reforestation and sylvopastoral systems in Sahelian Africa: long-term opportunities and challenges under climate change Frontiers in Environmental Science (2023), page 4	https://www.frontiersin.org/journals/environmental-science/articles/10.3389/fenvs.2023.1073124/pdf
Lampe fluorescente compact (LFC)	Lampe	8,7	20-25	IFDD: L'éclairage efficace, page 2 et tableau I	https://www.ifdd.francophonie.org/media/docs/publications/96_eclairage.pdf
Foyer amélioré à bois	Foyer	18,5	21-41	Banque Mondiale, 2014, Clean and Improved Cooking In Sub-Saharan Africa, page 76	World Bank Document
Foyer amélioré à charbon de bois	Foyer	26	13-70	A bridge to clean cooking? The cost-effectiveness of energy-efficient biomass stoves in rural Senegal, 2023, page 5 et tableau 1	A bridge to clean cooking? The cost-effectiveness of energy-efficient biomass stoves in rural Senegal
Foyer au GPL	Foyer	42	21-70	LPG MARKET DEVELOPMENT STUDY, Banque Mondiale, 2001, Page 14	World Bank Document
Central hydroélectrique connecté au réseau	kw	81,2	1 050 -7 650	IRENA, RENEWABLE ENERGY TECHNOLOGIES : COST	Renewable Energy Cost Analysis: Hydropower

Technologie	Unité	Coût unitaire national retenu (U\$)	Benchmark international/régional	Source	Lien
				ANALYSIS SERIES, page i	
PV solaire connecté au réseau	kw	1486	758	IRENA, 2024: Renewable Power Generation Costs in 2023, Table S1 (page 15)	Renewable power generation costs in 2023
Mini-réseau solaire/diesel (36-100kw)	kw	181	3,908	ESMAP. 2019. <i>Mini Grids for Half a Billion People: Market Outlook and Handbook for Decision Makers. Executive Summary.</i> Energy Sector Management Assistance Program (ESMAP) Technical Report 014/19. Washington, DC: World Bank (page 3)	World Bank Document

5.2. Vérification et validation des résultats

Conformément aux principes de transparence, une phase de vérification et de validation des estimations des besoins en financement climatique est systématiquement mise en œuvre. Cette étape a permis de garantir la robustesse méthodologique et la fiabilité des résultats.

Ainsi, une revue technique interne est réalisée par les experts afin de s'assurer de la qualité des estimations produites. Cette revue porte notamment sur la vérification des hypothèses retenues, la cohérence des calculs ainsi que l'application correcte des paramètres méthodologiques définis en amont. Des contrôles de cohérence sont effectués à chaque niveau du processus, incluant l'examen de la qualité des données utilisées, la conformité aux référentiels nationaux et l'absence de double comptage entre les différentes mesures ou secteurs. Ensuite, un processus de validation technique est conduit à travers des réunions avec les experts techniques.

Par ailleurs, une vérification technique indépendante a été assurée par l'équipe du Citepa, qui apporte une expertise externe dans l'examen des méthodes et des résultats.

Enfin, les résultats consolidés ont fait l'objet d'une validation finale lors d'un atelier national, réunissant l'ensemble des parties concernées, notamment les Ministères en charge l'Environnement, de l'Agriculture, de l'Elevage, de l'Economie et des Finances, de l'Energie, etc. Cet atelier a permis de partager les résultats, de recueillir les observations et d'obtenir un consensus avant l'intégration définitive des estimations dans le rapport final.

CONCLUSION

L'évaluation des besoins financiers liés à la mise en œuvre de la CDN3.0 du Niger met en évidence l'ampleur des investissements nécessaires pour répondre efficacement aux défis du changement climatique, tout en soutenant un développement résilient et bas carbone. Avec des besoins estimés à plus de 16 937,94 millions USD sur la période 2025-2035, dont une part majoritaire dédiée à l'adaptation, le Niger affirme clairement sa priorité stratégique face à sa forte vulnérabilité climatique.

Toutefois, l'analyse révèle un déficit de financement considérable, avec seulement environ 28,73 % des besoins actuellement couverts par les projets et programmes en cours, laissant un gap de plus de 12 071,82 millions USD à mobiliser. Cette situation traduit à la fois des contraintes structurelles dans la mobilisation des ressources et un besoin urgent de renforcer la transformation des priorités climatiques en projets bancables et attractifs pour les partenaires techniques et financiers. Par ailleurs, les déséquilibres sectoriels observés, notamment dans des secteurs clés tels que l'énergie, l'agriculture et les ressources en eau, soulignent la nécessité d'une allocation plus stratégique et équitable des financements. De même, l'absence de financement dans certains secteurs comme la santé, l'éducation ou les déchets met en lumière des opportunités importantes pour le développement de nouveaux portefeuilles de projets climatiques.

En dépit des contraintes rencontrées, notamment liées à la disponibilité et à la structuration des données financières, cette étude constitue une base essentielle pour orienter les politiques publiques, améliorer la planification climatique et renforcer la transparence conformément aux exigences du Cadre de Transparence Renforcé de l'Accord de Paris.

BIBLIOGRAPHIE

CNEDD, 2025a., Stratégie Nationale Bas Carbone du Niger, 135 p ;

CNEDD, 2025b., Plan National d'Adaptation (PNA) aux changements climatiques, Niamey-Niger, 125p ;

ICAT, 2025., Guide pour la Transparence en matière de finance climat ;164p ;

MEH/A, 2025., Rapport sur l'état des lieux de la mise en œuvre de la CDN2.0 ,87p ;

MESU/DD, 2014., Cadre Stratégique de la Gestion Durable des Terres (CS-GDT) au Niger et son plan d'investissement 2015-2029, Niamey-Niger, 100p ;

MESU/DD, 2020 : Stratégie Nationale d'Adaptation face aux changements climatiques dans le secteur Agricole (SPN2A 2020-2035) et son plan d'actions, Niamey-Niger, 85p ;

République du Niger, 2025., Programme de la Refondation de la République « Plan d'Actions Prioritaires et cadre de Mesure des Résultats », 68p ;

ANNEXES

Annexe I : PAM volet adaptation

Mesures adaptation	Conditionnalité		Coût total
	Inconditionnel	Conditionnel	
	Coût (Millions USD)		Millions USD
Agriculture			
Soutien à l’extension des systèmes irrigués et à l’optimisation de leurs performances (Grande et petite irrigation)	743,90	743,90	1 487,80
Développement de systèmes de cultures pluviales performants et intelligents face au climat	2,09	4,88	6,97
Intégration accrue de l’adaptation en AIC face au CC dans la gouvernance du secteur AFOLU	1,13	-	1,13
Appui à la diversification des exploitations agricoles	1,74	-	1,74
Optimisation de la fertilisation azotée par le placement profonds de l’urée (PPU)	0,87	-	0,87
Promotion du Système de Riziculture Intensive (SRI)	0,87	-	0,87
Diffusion de variétés de riz adaptées au climat	0,69	1,60	2,29
Atténuation des impacts des risques climatiques et écologiques sur les activités agricoles	0,91	2,13	3,05
Subventions ciblées en faveur des ménages ruraux les plus vulnérables	22,47	52,44	74,91
Décentralisation des dispositifs de prévention et de gestion des crises	5,23	12,20	17,42
Renforcement des capacités de réponse face aux situations d’urgence	28,99	67,65	96,65
Restauration des terres agricoles dégradées par des techniques CES/DRS	20,91	48,78	69,69
Amélioration de la fertilité des terres agricoles par l’utilisation du compost	167,74	391,39	559,13
Amélioration de la fertilité des terres agricoles par le mulching	7,41	17,29	24,69
Valorisation des déchets organiques pour restaurer les terres agricoles dégradées (CCGL)	1,96	-	1,96
Promotion de la phoeniciculture dans les cuvettes/oasis	4,36	39,20	43,55
Adoption de l’assurance agricole indicielle	2,61	-	2,61
Promotion de l’entreprenariat agricole	3,76	8,78	12,54
Formation des Organisations des Producteurs, des petites et moyennes entreprises sur les modalités d’accès aux fonds agricoles nationaux (FONAP, BAGRI, FISAN, FSA)	0,52	-	0,52
Mise en place au niveau des IMF de guichets de crédit agricole au profit des petits producteurs	0,52	-	0,52

Mesures adaptation	Conditionnalité		Coût total
	Inconditionnel	Conditionnel	
	Coût (Millions USD)		Millions USD
Renforcement des capacités des acteurs sur les procédures des bailleurs y compris les procédures de passation des marchés	0,14	0,21	0,35
Modernisation des infrastructures d'observation météorologique	12,00	18,00	30,00
Mise en place de systèmes d'alerte précoce multi-disques	5,00	5,00	10,00
Déploiement des dispositifs complémentaires d'observation climatique	10,00	10,00	20,00
Total Agriculture	1 045,83	1 423,45	2 469,28
Elevage			
Aménagement et sécurisation des couloirs de passages	29,86	44,78	74,64
Restauration des terres pastorales dégradées	253,65	253,65	507,30
Appui à la sécurisation des systèmes d'élevage mobiles (éleveurs nomades et transhumants)	15,13	22,69	37,82
Lutte et valorisation des plantes envahissantes terrestres	2,61	6,10	8,71
Mise en place des Banques Aliments Bétails	2,09	18,82	20,91
Mise en place des systèmes communautaires d'alerte	0,78	-	0,78
Promotion des cultures fourragères riche en protéine	0,96	-	0,96
Création des unités de transformation des aliments bétails (production de fourrages)	44,81	403,32	448,14
Accompagnement des entreprises de transformation des aliments bétails	1,05	-	1,05
Optimisation de l'embouche bovins, caprins et ovins	13,90	32,43	46,32
Sécurisation alimentaire et vétérinaire des systèmes d'élevage sédentaires et mobiles	13,94	20,91	34,84
Appui à l'intensification des systèmes d'élevage sédentaires	3,66	8,54	12,20
Amélioration du potentiel génétique	1,83	4,27	6,10
Assurance indicielle pastorale	3,48	-	3,48
Création des fermes modernes intégrées	9,41	21,95	31,36
Création des abattoirs modernes	22,95	53,55	76,50
Réhabilitation et création des marchés à bétails	79,56	185,64	265,20
Aménagement et réhabilitation des points d'eaux pastoraux	22,45	52,39	74,84
Mise en place des systèmes de gestion durable et communautaires des points d'eaux	3,00	7,00	10,00
Total Elevage	525,11	1 136,03	1 661,14
Foresterie			
Elaboration et mise en œuvre des plans d'aménagement et de gestion des forêts	17,42	26,13	43,55
Promotion de l'écotourisme	0,87	-	0,87
Révision de la loi portant régime forestier pour prendre en compte le CC	0,26	-	0,26
Promotion de l'élevage non conventionnel	5,44	5,44	10,89

Mesures adaptation	Conditionnalité		Coût total
	Inconditionnel	Conditionnel	
	Coût (Millions USD)		Millions USD
Amélioration de l'accès au marché pour les petits exploitants de PFNL	7,84	-	7,84
Promotion de partenariat entre producteurs et acteurs du marché	1,05	-	1,05
Renforcement des maillons de production et de transformation des chaines de valeur des PFNL	4,91	11,46	16,38
Aménagement des forêts	19,60	45,73	65,33
Promotion des pépinières communautaires	1,57	-	1,57
Mise en place de haies vives et brises vents	13,07	-	13,07
Lutte contre les plantes envahissantes terrestres	5,23	12,20	17,42
Promotion des ouvrages des bandes par feux	2,20	5,12	7,32
Conservation et gestion des ressources génétiques forestières et pastorales	2,09	4,88	6,97
Promotion des semences forestières d'espèces locales adaptées	2,09	-	2,09
Renforcement du dispositif national de suivi écologique	0,63	1,46	2,09
Gestion communautaire des forêts	5,57	-	5,57
Création et gestion durable de corridors écologique forestier	1,05	9,41	10,45
Fixation des dunes par la plantation d'espèces ligneuses/herbacées	8,20	73,80	82,00
Plantation d'espèces à usage multiple/plantation en blocs	50,64	455,80	506,44
Restauration des terres forestières (déforestation évitée)	1,98	-	1,98
Promotion de la Régénération Naturelle Assistée	12,28	110,50	122,78
Foresterie/plantation privé	2,05	18,45	20,50
Plantation linéaire	8,20	73,80	82,00
Total Foresterie	174,23	854,18	1 028,41
Zones humide			
Lutte contre les plantes envahissantes aquatiques	1,39	12,54	13,94
Traitement des bassins versants	4,18	37,63	41,81
Lutte contre les pollutions diverses	1,25	2,93	4,18
Lutte contre l'ensablement du Fleuve Niger	2,09	18,82	20,91
Construction des ouvrages de régulation des crues	20,91	188,15	209,06
Elaboration et mise en œuvre des outils d'aménagement et de gestion des zones humides	4,18	-	4,18
Appui au développement de la filière pêche et l'aquaculture y compris la pisciculture	1,11	10,03	11,15
Transformation, stockage et commercialisation des produits halieutiques	1,05	9,41	10,45
Appui à l'appropriation de nouvelles technologies aquacoles	1,05	-	1,05
Total Zones humides	37,21	279,51	316,72
Ressources en eau/WASH			
Désensablement des plans et cours d'eau	3,63	-	3,63

Mesures adaptation	Conditionnalité		Coût total
	Inconditionnel	Conditionnel	
	Coût (Millions USD)		Millions USD
Renforcement et modernisation du dispositif national de suivi des eaux de surface au niveau de certains ouvrages	4,18	4,18	8,36
Restauration des habitats aquatiques	0,87	-	0,87
Développement de systèmes de récupération des eaux de pluies des toits d'habitation	1,05	-	1,05
Construction de réservoirs de stockage d'eau à usages multiples	0,56	0,84	1,39
Réalisation de barrages de régulation du régime des cours d'eaux permanents	83,62	125,44	209,06
Réalisation des ouvrages pour desservir 1.250.000 nouveaux ménages en milieu rural (y compris les établissements scolaires et les formations sanitaires)	571,43	857,14	1 428,57
Augmentation des capacités de production et de stockage, Développement des réseaux de desserte en milieu urbain	160,23	240,35	400,58
Réalisation de nouveaux ouvrages de production, de stockage et distribution en milieu urbain	40,79	61,18	101,97
Amélioration de l'accès à des infrastructures assainissement améliorés dans les ménages, établissements et centres de santé	8,01	12,02	20,03
Renforcement des systèmes de gestions et de traitement des eaux usées dans les lieux de vie et les structures sanitaires	10,45	15,68	26,13
Promotion des bonnes pratiques d'hygiène	1,31	3,05	4,36
Sensibilisation et renforcement des capacités des communautés et du personnel des établissements sur les pratiques WASH	5,75	51,74	57,49
Construction et promotion de latrines améliorées adaptées au contexte local pour les ménages et les lieux publics	0,31	2,79	3,10
Sensibilisation communautaire et mise en œuvre de l'approche Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC) pour le changement de comportement	0,52	-	0,52
Appui aux ménages vulnérable pour l'acquisition d'installations sanitaires adéquates	1,03	-	1,03
Renforcement de l'accès à l'eau pour soutenir l'utilisation et l'entretien des installations sanitaires	0,78	1,81	2,59
Révision des normes hydrologiques pour le dimensionnement des infrastructures hydrauliques	0,06	0,15	0,21
Renforcement des capacités des services techniques en ressources matérielles et financières pour le suivi des nappes	0,45	-	0,45
Renforcement des capacités des institutions en matière de systèmes de prévision et d'alerte	0,52	-	0,52
Renforcement des capacités des usagers de l'eau	0,52	-	0,52

Mesures adaptation	Conditionnalité		Coût total
	Inconditionnel	Conditionnel	
	Coût (Millions USD)		Millions USD
Amélioration de la connaissance et de la maîtrise des ressources en eau	6,97	6,97	13,94
Diffusion des informations sur les prévisions météorologiques hydrologiques à temps et dans toutes les langues locales	2,18	-	2,18
Formation des cadres sur les procédures des mécanismes de financement bilatéraux et multilatéraux sur les changements climatiques	0,52	-	0,52
Opérationnalisation du Fonds National de l'Eau et de l'Assainissement	0,87	-	0,87
Intensification des actions de plaidoyer auprès des décideurs politiques, des acteurs du secteur privé et ceux des ONG/AD pour la mise en œuvre des actions du secteur des ressources en Eau	0,17	-	0,17
Formation de personnels scientifiques, techniques et de gestion dans le domaine de la planification et budgétisation de l'adaptation aux changements climatiques dans le secteur des ressources en eau	0,63	-	0,63
Formation de tous les acteurs sur l'élaboration de dossiers de projets et programmes bancables	0,35	-	0,35
Total Ressources en eau WASH	907,77	1 383,34	2 291,11
Infrastructures/Habitats			
Élaboration, vulgarisation et application obligatoire des normes climato-résilientes pour tout projet d'infrastructure et d'aménagement urbain	0,52	-	0,52
Intégration des projections climatiques (température, pluies extrêmes, vents) dans les codes de construction	0,10	0,16	0,26
Promotion de la prise en compte de la ventilation et de l'éclairage naturel dans la conception des infrastructures sociales	0,21	0,49	0,70
Promotion de matériaux adaptés aux fortes chaleurs et aux pluies intenses dans les constructions	0,63	1,46	2,09
Construction et réhabilitation des systèmes de drainage urbain, des digues, des bassins de rétention et des seuils d'épandage, aménagement des mares et retenues d'eau et promotion de la collecte des eaux pluviales à grande échelle	88,85	207,32	296,17
Rehaussement et renforcement des routes exposées aux inondations et Intégration de la résilience dans les projets de désenclavement rural	94,08	219,51	313,59
Développement d'infrastructures énergétiques résilientes : (Déploiement de mini-réseaux solaires décentralisés)	28,75	67,07	95,82
Construction/réhabilitation d'infrastructures sociales adaptées au climat	16,72	39,02	55,75

Mesures adaptation	Conditionnalité		Coût total
	Inconditionnel	Conditionnel	
	Coût (Millions USD)		Millions USD
Protection des infrastructures, installations et équipements structurants contre les intempéries climatiques	39,20	91,46	130,66
Elaboration et mise en œuvre des plans/ Schémas d'urbanisme intégrant les risques climatiques	1,39	-	1,39
Cartographie des corridors critiques vulnérables (routes nationales et pistes rurales) et digitalisation de la gestion des infrastructures (suivi des risques)	0,04	0,39	0,44
Développement des espaces verts urbains (drainage naturel, reboisement urbain)	1,48	13,33	14,81
Total Infrastructures/Habitats	271,98	640,22	912,20
Santé			
Renforcement de la surveillance épidémiologique et de systèmes d'alerte précoce	4,04	4,04	8,08
Renforcement des capacités en riposte	2,09	-	2,09
Amélioration de la gouvernance et adoption de l'approche "Une seule santé" (One Health)	2,26	-	2,26
Renforcement des compétences et amélioration de la gestion des ressources humaines en santé	0,63	-	0,63
Amélioration de l'accessibilité à des structures offrant le paquet de soins complet	2,20	5,12	7,32
Amélioration de la disponibilité et de la continuité des services de base, y compris préventifs, au point de contact	4,18	37,63	41,81
Promotion de la consommation d'aliments locaux, indigènes et plus nutritifs	1,25	2,93	4,18
Adoption de l'approche genre pour renforcer la résilience des communautés	1,50	-	1,50
Amélioration de l'accès aux services de nutrition à tous les niveaux	10,45	15,68	26,13
Amélioration de l'hygiène publique et sanitaire	2,20	5,12	7,32
Surveillance et contrôle des vecteurs de maladies	0,87	-	0,87
Surveillance de la pollution chimique et atmosphérique	2,72	6,34	9,06
Réduction des barrières socio-culturelles et financières à l'accès aux services de santé et sociaux	2,09	18,82	20,91
Promotion des droits des groupes vulnérables aux services de santé et sociaux	2,09	18,82	20,91
Amélioration de l'autonomisation des groupes vulnérables	1,05	2,44	3,48
Renforcement des infrastructures sanitaires résilientes aux climat	8,79	79,15	87,94
Planification stratégiques et opérationnelle et suivi de la mise en œuvre	1,05	-	1,05
Développement des technologies innovantes du numérique dans le secteur de la santé (digitalisation et télémédecine)	13,24	119,16	132,40

Mesures adaptation	Conditionnalité		Coût total
	Inconditionnel	Conditionnel	
	Coût (Millions USD)		Millions USD
Renforcement de la gestion de l'information sanitaire	3,66	-	3,66
Amélioration de la recherche en santé et changement climatique	1,15	2,68	3,83
Total Santé	67,51	317,93	385,44
Education			
Renforcement de l'intégration des enjeux climatiques, les compétences vertes et les savoirs locaux dans les programmes scolaires	2,79	-	2,79
Développement de l'éducation environnementale	1,67	-	1,67
Renforcement des capacités des enseignants et élèves sur l'éducation climatique et la gestion des risques	0,87	-	0,87
Elaboration et mise en œuvre des plans d'urgence scolaire	2,09	-	2,09
Développement des espaces verts pour améliorer le microclimat dans les écoles	1,74	2,61	4,36
Construction des infrastructures résilientes au climat	55,75	83,62	139,37
Renforcement adaptation des infrastructures scolaires existantes aux risques climatiques	17,42	26,13	43,55
Total Education	82,33	112,37	194,70
Déchets			
Formalisation et structuration des emplois dans les filières de recyclage, de tri, de réparation et d'écoconception (emplois verts décents et sécurisés)	0,52	-	0,52
Soutien aux startups transformateurs de déchets, PME de l'Économie Circulaire et boutiques vertes	1,25	11,29	12,54
Création d'unités de tri et de prétraitement pour séparer les matériaux (plastiques, métaux, verre)	1,74	15,68	17,42
Création des conditions et incitations des entreprises et ménages au tri à la source	13,94	-	13,94
Création d'unités de transformation locale qui transforment directement les déchets collectés en produits finis	0,23	2,09	2,32
Redynamisation du secteur et renforcement des maillons de la chaîne	1,39	-	1,39
Renforcement des compétences des acteurs à tous les niveaux avec un accent sur les jeunes et les femmes	0,87	-	0,87
Promotion du recyclage des déchets plastiques	3,14	7,32	10,45
Mise en place de mécanismes de financement adapté y compris PPP, FBR, REP, microfinancements et subventions locales	5,57	50,17	55,75
Total Déchets	28,66	86,55	115,21
Transversal			
Renforcement des moyens de subsistance résilients pour les jeunes, en particulier dans les zones rurales, pastorales et agropastorales	-	17,77	17,77

Mesures adaptation	Conditionnalité		Coût total
	Inconditionnel	Conditionnel	
	Coût (Millions USD)		Millions USD
Mise en place de mécanismes de protection sociale adaptative sensibles à l'enfant	2,40	5,61	8,01
Implication des jeunes dans la réduction des risques de catastrophes et les systèmes d'alerte précoce	0,03	0,07	0,10
Développement de compétences vertes et d'emplois décents pour les jeunes	-	1,31	1,31
Participation active des jeunes aux programmes de reboisement, d'agroforesterie et de restauration des écosystèmes	0,13	0,29	0,42
Promotion de changements de comportements sobres en carbone, dès le plus jeune âge	0,03	0,07	0,10
Soutien à l'entrepreneuriat vert et à l'innovation climatique	1,25	2,93	4,18
Renforçant la redevabilité et la transparence des processus décisionnels	0,21	-	0,21
Intégration des organisations de jeunesse dans les cadres de concertation et de suivi de la CDN	0,04	-	0,04
Institutionnalisation de la participation des jeunes dans les mécanismes de gouvernance climatique	0,06	-	0,06
Inclusion d'indicateurs spécifiques enfants/jeunes dans les rapports sur la mise en œuvre de la CDN, y compris les Rapports Biennaux de Transparence (BTR)	0,10	-	0,10
Intégration des risques climatiques et des interactions climat-paix sécurité dans les stratégies de prévention et de gestion des conflits	0,44	-	0,44
Développement de projets de développement intégré pour réduire les inégalités	0,78	1,83	2,61
Renforcement de la réglementation pour une meilleure gestion des ressources	0,05	-	0,05
Amélioration du dialogue entre les communautés et entre les couches socioéconomiques d'une même communauté	0,10	-	0,10
Renforcement des capacités de la chefferie traditionnelle et son rôle dans la gestion des ressources naturelles et dans la prévention et la gestion des conflits	0,28	-	0,28
Intégration de la migration environnementale dans la planification du développement et les stratégies de réduction des risques de catastrophes	0,13	-	0,13
Accompagnement des collectivités territoriales dans l'élaboration de plans d'action locaux qui intègrent la gestion de la mobilité liée aux dégradations environnementales.	-	0,10	0,10
Mise en place des groupes de travail nationaux pour assurer une coordination entre les ministères de l'environnement, de l'intérieur, de l'agriculture et des affaires sociales.	0,13	-	0,13

Mesures adaptation	Conditionnalité		Coût total
	Inconditionnel	Conditionnel	
	Coût (Millions USD)		Millions USD
Soutien à la réintégration durable des migrants de retour et la gestion des communautés d'accueil.	0,78	1,83	2,61
Développement d'outils d'anticipation des aléas climatiques (inondations, sécheresses) pour limiter les déplacements forcés d'urgence	0,26	-	0,26
Amélioration des données statistiques sur les flux migratoires liés au climat, avec une sensibilité au genre, pour mieux comprendre les dynamiques locales.	0,02	0,05	0,07
Promotion de la collaboration entre les institutions de recherche, les universités et les ministères sectoriels pour que les politiques climatiques s'appuient sur des données scientifiques probantes	0,26	-	0,26
Développement des technologies (atténuation et adaptation) propres adaptées au contexte local	0,52	-	0,52
Intégration de la quantification du carbone économisé dans les projets de développement et soutenir des études de faisabilité pour les projets énergétiques et agricoles à faible émission	0,26	-	0,26
Développement des facteurs d'émission propres au contexte nigérien pour améliorer les IGES	0,05	0,12	0,17
Création des cadres de dialogue entre les acteurs nationaux et locaux (communes, régions, société civile) pour Co construire les politiques climatiques, plutôt qu'une approche descendante	0,13	-	0,13
Alignement des CDN avec les plans de développement communaux, les plans d'aménagement du territoire et les plans climat territoriaux (PCT) ou Plan climat Communaux	-	1,10	1,10
Appui aux autorités locales en informations, techniques et compétences pour identifier les vulnérabilités propres à chaque territoire	0,14	0,32	0,46
Intégration des réformes foncières et l'aménagement du territoire pour contrôler l'urbanisation sauvage et protéger les écosystèmes	0,44	-	0,44
Création et opérationnalisation d'un fonds d'adaptation pour les communautés et collectivités locales, accessible par l'intermédiaire de l'ANFICT	1,31	-	1,31
Développement d'indicateurs de progrès spécifiques à chaque territoire pour suivre les actions, au-delà des objectifs nationaux globaux	0,14	0,32	0,46
Total Transversal	10,50	33,74	44,23
Total globale	3 151,14	6 267,30	9 418,44

Annexe II : PAM volet atténuation

Mesure	Type de financement	Coût (Millions USD)
Energie		
Accélération de la transition énergétique résidentielle	Inconditionnel	220,15
Promotion de l'efficacité énergétique dans le secteur des services	Inconditionnel	36,07
Amélioration de l'efficacité énergétique des véhicules à motorisation thermique	Inconditionnel	43,33
Déploiement accéléré et durable des énergies renouvelables	Conditionnel	4 133,89
Intégration du mix énergétique bas-carbone	Conditionnel	1 732,37
Amélioration de l'efficacité énergétique et de la performance du système électrique	Conditionnel	1 016,76
Réduction du torchage dans les installations pétrolières	Conditionnel	331,00
Total Energie		7 513,57
AFAT		
Amélioration durable de la productivité rizicole	Inconditionnel (volet adaptation)	//
Développement de la production et de la productivité animale	Inconditionnel (volet adaptation)	//
Amélioration de l'alimentation en embouche	Inconditionnel (volet adaptation)	//
Gestion intégrée des systèmes de cultures pluviales	Conditionnel (volet adaptation)	//
Promotion et modernisation de la filière bétail-viande	Conditionnel (volet adaptation)	//
Restauration du couvert forestier	Conditionnel (volet atténuation)	//
Extension du couvert forestier	Conditionnel (volet atténuation)	//
Conservation et gestion durable des forêts existantes (REDD)	Conditionnel (volet atténuation)	//
Augmentation du couvert végétal dans les zones agricoles	Conditionnel (volet atténuation)	//
Déchets		
Valorisation des déchets organiques	Inconditionnel	2,15
Gestion durable des déchets non organiques et dangereux	Conditionnel	3,78
Total Déchets		5,93

Mesure	Type de financement	Coût (Millions USD)
Total global		7 519,50

Annexe III : Cibles par technologie pour le secteur AFAT

Agriculture, Foresterie et autres Affectations des Terres ¹						
Mesures	Objectif	Technologie/Pratique/innovation	Unité	Valeur de référence	Cibles	
				2025	2030	2035
Amélioration durable de la productivité rizicole	Accroître les rendements du riz et l'efficacité de l'utilisation des intrants tout en réduisant les impacts environnementaux	Placement profond de l'urée (PPU) ²	Tonne	100	126,36	164,16
		Système de Riziculture Intensive (SRI)	ha	150	175,5	228
		Semences de variétés de riz adaptées au climat ³	Tonne	5 550 ⁴	8 886	11 886
Gestion intégrée des systèmes de cultures pluviales	Renforcer la durabilité des systèmes de production en restaurant la fertilité et la productivité des sols	Valorisation des résidus agricoles à travers le compostage	ha	175 000,00 ⁵	200 000,00	300 000,00
		Valorisation des résidus	ha	16 972,00	20 922,00	24 872,00

¹ Les valeurs en rouge sont issues du bilan de la mise en œuvre de la CDN2.0 et la couleur orange indique que la cible a été réévaluée sur la base des informations

² INRAN, lors de l'atelier de consultation sectoriel

³ Cible SNDR

⁴ Selon MAG/EL, il s'agit de la réalisation de l'année 2024. En absence des données pour la l'année 2025 ; elle a été reconduite

⁵ Selon MAG/EL, en 2024, la superficie agricole sur laquelle le compostage a été appliquée est de 172 535 ha

Agriculture, Foresterie et autres Affectations des Terres ¹						
Mesures	Objectif	Technologie/Pratique/innovation	Unité	Valeur de référence	Cibles	
				2025	2030	2035
		agricoles à travers le mulching ⁶				
		Valorisation des déchets organiques pour Restaurer les terres Dégradées (CCGL) ⁷	ha	20	500	1000
Développement de la production et de la productivité animale	Améliorer l'alimentation, la croissance et la productivité du cheptel	Utilisation de compléments alimentaires	Tonne	47 219,50	60 236,00	73 252,50
		Cultures fourragères riches en protéines	ha	110,2	128,2	146,2
		Production de fourrage (aliments bétails)	Tonne	4 000,00	25 000,00	35 000,00
Promotion et modernisation de la filière bétail–viande	Renforcer les infrastructures de	Création des abattoirs modernes	Nombre	0	4	5

⁶ Selon MAG/EL, en 2020, la superficie valorisée à travers le mulching est de 13 022 ha

⁷ MEH/A, Direction des Cadres de Vie

Agriculture, Foresterie et autres Affectations des Terres ¹						
Mesures	Objectif	Technologie/Pratique/innovation	Unité	Valeur de référence	Cibles	
				2025	2030	2035
	transformation, la compétitivité de la filière.	Réhabilitation et création des marchés à bétail	Nombre	68	104	140
Amélioration de l'alimentation en embouche	Réduire les émissions de méthane entérique par tête et par unité de produit tout en améliorant la productivité et la rentabilité des systèmes d'embouche bovine, ovine et caprine grâce à l'optimisation des rations alimentaires.	Embouche Bovin optimisée	Nombre	1 000	2000	3 000
		Embouche caprin optimisée	Nombre	25 000	35 000	45 000
		Embouche Ovin optimisée	Nombre	2 500	3500	55 00
Restauration du couvert forestier	Augmenter la capacité de séquestration de carbone	Fixation des dunes par la plantation d'espèces ligneuses/herbacées ⁸	ha	4 996,00	50 000,00	60 000,00
		Restauration des terres	ha	15 779,00	160 000,00	200 000,00

⁸ Reboisement

Agriculture, Foresterie et autres Affectations des Terres ¹						
Mesures	Objectif	Technologie/Pratique/innovation	Unité	Valeur de référence	Cibles	
				2025	2030	2035
		pastorales dégradées ⁹				
Extension du couvert forestier	Améliorer les services écosystémiques	Plantation d'espèces à usages multiples/Plantation en bloc ¹⁰	ha	41 882,25	175 000,00	350 000,00
		Foresterie/Plantation privé ¹¹	ha	0	10 000	15 000
		Plantations linéaires ¹²	kml	54,42	35 000	60 000
Conservation et gestion durable des forêts existantes	Réduire la perte de forêts naturelles et les émissions de carbone liées à la déforestation.	REDD : déforestation évitée/Restauration des terres forestières	ha	350	1 400,00	3 150,00

⁹ Reboisement avec silvopasture

¹⁰ Reboisement avec agroforesterie

¹¹ Reboisement

¹² Reboisement

Agriculture, Foresterie et autres Affectations des Terres¹

Mesures	Objectif	Technologie/Pratique/innovation	Unité	Valeur de référence	Cibles	
				2025	2030	2035
Augmentation du couvert végétal dans les zones agricoles	Favoriser la repousse naturelle des arbres et arbustes dans les zones dégradées, en protégeant les jeunes plants existants et en accompagnant la régénération des écosystèmes	Régénération Naturelle Assistée (RNA)	ha	39 494,78	240 000,00	540 000

Annexe IV : Cibles par technologie pour le secteur Energie

ENERGIE					
Mesures	Technologie/Pratique/innovation	Unité	2025	2030	2023
			Valeur	Cibles	
Accélération de la transition énergétique résidentielle	Climatiseurs efficaces (haute performance énergétique, étiquetage classe A ou supérieure)	1000 climatiseurs	5	10	15
	Éclairage efficace avec des ampoules LED	1000 lampes	50	150	250
	Éclairage efficace avec des ampoules fluocompactes	1000 lampes	599,80	725	850
	Réfrigérateurs efficaces (classe A++ ou A+++)	1000 réfrigérateurs	13,059	25	35
	Foyers à bois efficaces	1000 foyers	177,73	273,868	350
	Foyers à charbon de bois efficaces	1000 foyers	1	150	250
	Foyers au GPL	1000 foyers	186	200	350
	Foyers électriques efficaces	1000 foyers	75,336	84,222	94,108
Promotion de l'efficacité énergétique dans le secteur des services	Éclairage de bureau efficace avec des ampoules fluocompactes	1000 ampoules	409	500	600
	Éclairage efficace avec des ampoules LED	1000 ampoules	2	310	450
	Éclairage public efficace	1000 ampoules	4,924	7,235	10,631
	Climatiseurs efficaces (modèles inverter, classe A ou supérieure)	Climatiseurs	0	2000	3000
	Réfrigérateurs d'hôtel efficaces (classe énergétique A++ ou A+++)	Réfrigérateurs	8 126	9 981	11 837
Déploiement accéléré et durable des énergies renouvelables	Centrale solaire hybride connectée au mini-réseau	40KW solaire	12,00	317,50	500,00
	Solaire sur le toit des maisons ¹³	500W	2000	10000	24000
	Centrale solaire isolée (100%)	2MWc	3	35	75
	Lampadaire solaire	1000 lampadaires	4	150	200

¹³ Hypothèse : Puissance_moy_SHS : 0,05 à 0,20 kW (50–200 W) par ménage équipé et de Puissance_moy_rooftop : 1 à 3 kW par maison équipée

ENERGIE

Mesures	Technologie/Pratique/innovation	Unité	2025	2030	2023
			Valeur	Cibles	
	Lampe LED solaire ¹⁴	1000 lampes	18	250	350
	Pompes solaires ¹⁵	1 pompes	1 096	3000	10 000
Intégration du mix énergétique bas-carbone	Centrale PV connectée au réseau	1MWc	37	200	300
	Centrale PV connectée au réseau, avec stockage	1MWc	0	20	60
	Centrale éolienne	1MWc	0	250	250
	Centrale à cycle combiné	100MW	0	0	1,2
	Centrale Hydroélectrique connectée au réseau principal	1MW	0	130	130
Amélioration de l'efficacité énergétique et de la performance du système électrique	Réseau électrique efficace	GWh	319,91	353,44	386,98
Réduction du torchage dans les installations pétrolières par récupération et valorisation du gaz associé	Réduction du torchage au niveau des champs pétroliers	<u>MMSCF/jour</u> ¹⁶	0	0,9	2,7
	Réduction du torchage dans les raffineries de pétrole	MMSCF/jour	0	2,452	6,888
Amélioration de l'efficacité énergétique des véhicules à motorisation thermique	Voiture à essence efficace	1000 voitures	0	8	15
	Voiture à diesel efficace	1000 voitures	0	5	10
	Restriction à l'importation des véhicules d'occasion	1000 voitures	0	0	10
	Moto électrique substituant les motos thermiques	1000 motos à deux roues	0	3	10

¹⁴ Lighting Global, NESAP-Niger

¹⁵ <https://documents1.worldbank.org/curated/en/099115010272228052/pdf/P16017000609a207a0abb60579943c2ae61.pdf>

¹⁶ Million Standard Cubic Feet per day (1MMSCF = 1 000 000 pieds cubes standards de gaz par jour=28 316 m³/jour)

Annexe V : Cibles par technologie pour le secteur déchets

Déchets					
Mesures	Technologie/Pratique/innovation	Unité GACMO	Valeur référence (2025)	Cibles	
			2025	2030	2035
Valorisation des déchets organiques pour réduire le méthane	Digesteur/Biodigesteur (Biogaz substituant le bois de feu non renouvelable)	1000 unités implémentées	0,26	1,50	2,00
	Compostage des déchets solides municipaux	1000 tonnes / jours	0,03	0,04	0,07
	Biogaz issus des déchets solides organiques municipaux	1000 tonnes /an	0,04	0,25	0,34
Gestion durable des déchets non organiques et dangereux	Recyclage des déchets plastiques	1000 tonnes / an	0,41	4,00	5,00
	Usine d'incinération des déchets d'Activités de soins de Santé (DAS)	200 tonnes / jours	0,0046	0,0053	0,0059